

CAUWÈS

ET

L'ÉCONOMIE NATIONALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE JEUDI 7 JUILLET 1938, A 14 HEURES

PAR

RODOLPHE DE PLANTA DE WILDENBERG

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

JURY

PRÉSIDENT : M. GUILLOIS, Professeur
SUFFRAGANTS { M. MARCHAL, Agrégé
 { M. HUGON, Chargé de cours



DIJON
IMPRIMERIE J. BELVET

8, Rue Jules-Mercier et 21, Rue du Bourg

1938

CAUWÈS
ET
L'ÉCONOMIE NATIONALE

CAUWÈS

ET

L'ECONOMIE NATIONALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE JEUDI 7 JUILLET 1938, A 14 HEURES

PAR

RODOLPHE DE PLANTA DE WILDENBERG

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

JURY

PRÉSIDENT : M. GUILLOIS, Professeur

SUFFRAGANTS { M. MARCHAL, Agrégé
M. HUGON, Chargé de cours



DIJON

IMPRIMERIE J. BELVET

8, Rue Jules-Mercier et 21, Rue du Bourg

—
1938



*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*

ERRATA

PAGE	LIGNE	AU LIEU DE	LIRE
5	5	inquiéude	inquiétude
21	14	ts illustres	tes illustres
21	14	Carrey	Carey
45	19	mercantilismes	mercantilistes
49	4	infinimen	infiniment
53	5	la qualité...	la qualité et
66	26	nécessités	nécessité
95	17	exacte	inexacte
112	1	générale,...	générale, un
137	19	coïncide	coïncident
147	16	La valeur normale	La nation normale

AVANT-PROPOS

L'étude de l'œuvre de Cauwes acquiert une nouvelle actualité du fait de l'évolution de la politique moderne. En ces heures, où les tendances inconciliables heurtent le monde; en ces heures, encore, caractérisées par une profonde inquiétude dans les destinées futures des peuples, ne serait-il pas utile, laissant de côté tous principes excessifs et toute idée préconçue, d'en revenir aux vieux principes de bon sens qui, longtemps furent la base de la politique française ? Ne serait-il pas possible, au point de vue économique, de substituer enfin aux conflits des théories antagonistes, une politique d'affaires, une politique qui ait en vue le seul intérêt national et par là même le bonheur de tous les individus ? Or, cette solution réaliste aux problèmes de l'heure, l'Ecole d'Economie Nationale nous la fournit. Aussi éloignée du libéralisme désuet que du collectivisme excessif, elle seule résoud les problèmes économiques, non plus en partant des constructions abstraites de l'esprit, mais en tenant compte uniquement des nécessités présentes. Caractérisée d'une part par sa tendance sociale d'autre part par sa tendance nationale, elle a contribué puissamment à élever les peuples et notamment l'Italie au rang des premières puissances mondiales, bien que cette

dernière se soit inspirée bien plutôt du nationalisme économique qui en diffère sur plusieurs points.

Or il existe peu de théoriciens d'Economie nationale en France et leur doctrine est souvent méconnue : leur œuvre possède donc un intérêt d'autant plus grand. Cauwes fut un des premiers à la soutenir. En attendant que la France se dirige de nouveau, pour le bien de tous, vers le plus grand développement de sa puissance économique nationale, qui doit, de toute évidence, accompagner ses lourdes charges militaires, la diffusion de cette doctrine ne peut être que profitable. A quoi sert-il, en effet, de forger des canons pour défendre la nation, si l'essor industriel, commercial et financier ne vient la soutenir. Ainsi la France, l'un des plus beaux et des plus riches pays du monde, pourra garder l'une des premières places parmi les puissances mondiales et rester un objet de respect et d'admiration pour les nations étrangères.

INTRODUCTION

L'intelligence peut partir de quelques faits simples, les grouper suivant la logique et les faire cadrer dans des constructions parfaites. Par des déductions toujours poussées plus avant, elle peut bâtir des monuments, qui, logiques, paraissent indiscutables. L'homme satisfait ainsi son désir d'absolu. Mais si l'on veut faire cadrer la théorie avec la matière diverse et mouvante, on s'étonne de la rupture : trop parfaite la construction ne supporte pas l'épreuve. Ainsi en est-il de la Science pure en économie politique : la logique en est complète, mais elle ne cadre plus avec les faits.

A l'encontre, les hommes d'action se refusent en principe à formuler des lois générales : pour eux, les situations sont particulières, et la politique, momentanée et imprévisible à l'avance. Ils étudient, avant d'agir, les faits et circonstances, et en déduisent la solution à prendre, mais sans en tirer de règles méthodiques pour l'avenir, sauf quelques principes empiriques. La vie n'est pour eux qu'une encyclopédie de faits, insaisissable en une théorie absolue. Toutefois, cette attitude ne satisfait pas l'un des désirs de l'homme, qui est de généraliser, soit, en somme, de faire œuvre scientifique.

N'existe-t-il pas un moyen de concilier ces deux ten-

dances extrêmes, esprit et matière, théorie et pratique. Ce ne pourrait être qu'un art économique: ce dernier prendrait pour base certaines données théoriques, mais les adapterait soigneusement aux faits, aux besoins de la vie pratique, en choisissant une direction et un but à atteindre. C'est ce qu'a réalisé la doctrine d'Economie nationale. D'après la classification établie tout d'abord par l'Ecole autrichienne, reprise ensuite par de nombreux auteurs, en particulier Lucien Brocard, la science économique comporte trois compartiments, l'économie pure, l'économie appliquée et l'art économique. L'Economie nationale trouve tout naturellement sa place dans l'économie appliquée. Qu'entend-on par Economie nationale ? Question préliminaire, qu'il importe de résoudre avant toute autre, si l'on veut comprendre les idées parfois originales et nouvelles, qui apparaissent dans le Cours d'Economie politique de Paul Cauwes. On ne peut pas dire que ce dernier fut un créateur, un de ceux dont le génie découvre soudain des horizons nouveaux; il a su néanmoins réagir contre la doctrine officielle de son temps et adopter en la développant une thèse qui ne comptait alors en France aucun défenseur.

Tout d'abord, l'application des principes d'Economie nationale a toujours été transitoire. Elle est liée, comme toutes les doctrines, aux lois de développement des sociétés politiques. Lorsque les nations sont en voie de transformation dans le sens du progrès ou de la régression, la doctrine et la politique s'en inspirent; tandis que dans les périodes stables, elle s'efface tant dans la doctrine que dans la politique. Liée aux phénomènes de formation ou de développement des nations, on la découvre tout d'abord chez les mercantilistes (1), Bodin et plus spécialement Sul-

(1) On peut consulter sur ce point la thèse de M. André MARCHAL: *La conception de l'économie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et chez leurs contemporains*. Nancy 1931.

ly et Colbert. Dans la période plus stable qui s'étend du XVII^e au XVIII^e siècle, cette théorie s'estompe. Il faut attendre la fin du XIX^e siècle, la situation désastreuse de l'agriculture française, précédée du désastre de 1870 pour la voir renaître. Le même phénomène se retrouve dans les pays étrangers: non seulement les principes particuliers à l'Economie nationale ne sont plus appliqués dans les périodes de stabilité et de décadence, mais les théories elles-mêmes s'effacent et ne sont plus comprises. On peut en déduire que sa diffusion et son application sont essentiellement transitoires et contemporaines des périodes de redressement et d'essor des sociétés. Elle trouve donc, au point de vue politique, un terrain d'élection dans les nations aux destinées desquelles préside un gouvernement fort.

L'Economie nationale est, en second lieu, essentiellement dynamique. Sur ce point, la doctrine économique la plus connue à laquelle on puisse la comparer se trouve être l'école socialiste: elle possède comme elle deux caractères essentiels, une mystique et un esprit de propagande. Mais tandis que l'une utilise comme ressort d'action l'idée de la lutte des classes et l'aspiration à l'égalité sociale, l'autre repousse la première, ne croit pas la seconde réalisable et englobe l'une et l'autre dans une aspiration qui lui paraît plus profonde et plus profitable, le développement national et le patriotisme. Elle constitue enfin essentiellement un principe d'énergie et une puissance d'action, ainsi que Cauwes l'affirme:

« C'est une force en action, la science qui est l'expression doit être une dynamique sociale ».

Elle s'appuie sur le sentiment patriotique, très vivant chez tous les auteurs d'Economie nationale. En parlant de lui, Cauwes s'était écrié:

« Affranchi des étroitesse qui le pervertissent, c'est une immense face morale et une précieuse garantie d'indépendance ».

Elle a un but, c'est l'essor national, le développement

complexe de ses forces économiques. La liberté y jouera encore un grand rôle, mais ce rôle ne doit pas jouer au détriment des nécessités nationales. Loin d'elle la pensée d'établir des barrières infranchissables entre les nations et d'obtenir que le pays se suffise entièrement à lui-même. Le but est autre : développer, en vertu de la solidarité qui les unit, les différentes productions agricoles, industrielles et commerciales.

Pour mettre en valeur ces différents caractères, qui se retrouvent dans le « Cours d'économie politique » de Paul Cauwes, il paraît utile, tout d'abord de souligner les diverses influences personnelles, doctrinales et de faits, qui ont agi sur lui ; puis d'analyser dans le détail sa doctrine d'Economie nationale ; et enfin de rendre compte de l'influence qu'il a exercée sur les doctrines et sur les faits.

PREMIÈRE PARTIE

Les Influences

Il est intéressant d'approfondir les influences qui ont agi sur Paul Cauwes, parmi lesquelles il y a tout d'abord sa propre personnalité. Elle n'a certainement pas exercé une influence directe sur sa thèse d'Economie nationale, mais bien plutôt sur la méthode qu'il a employée pour la bâtir. Celle-ci est très différente de celle des économistes français, ses contemporains et nullement théorique à l'encontre de la doctrine classique. La formation de Cauwes et les études très diverses auxquelles il s'est livré l'expliquent.

Ce sont les faits qui paraissent avoir eu le plus d'influence sur les auteurs d'Economie nationale, d'ailleurs presque toujours d'ordre extérieure et politique. Dans les périodes transitoires et difficiles de la vie nationale, il se dresse toujours des théoriciens qui font l'apologie soit du nationalisme politique, soit du nationalisme économique. Ce fut effectivement le cas de notre auteur après le désastre de 1870.

Les influences doctrinales ont été profondes, certes, car Cauwes n'a pas été précisément un novateur; il n'a apporté aux théories de ses devanciers, que des développements de

détail. Mais il ne faut pas oublier qu'il a été le premier et le seul en France à l'époque, à soutenir cette doctrine particulière. Il fallait même pour cela un certain courage, car elle donnait prise à un double reproche : des économistes libéraux, celui d'emprunter aux socialistes et aux étatistes la nécessité de l'intervention de l'Etat, et des socialistes, celui de favoriser les grands industriels par le protectionnisme. Si l'on excepte les mercantilistes, qui n'ont eu, à notre avis, aucune influence sur Cauwes, c'est chez les économistes étrangers, en particulier List et Carey, que Cauwes a dû rechercher les bases de son système.

CHAPITRE PREMIER

Les Influences personnelles

Paul Cauwes naquit à Paris, le 8 mai 1843. Il fit de très brillantes études à la Faculté de Droit, où il reçut le titre de docteur en 1865. Le goût particulier qu'il avait pour les études historiques le dirigea vers l'Ecole des Chartes, école qui paraît avoir eu sur lui une grande influence. Elle devait l'orienter tout particulièrement vers l'histoire économique et l'entraîner vers une sorte de relativisme social.

« La critique historique, écrit-il, fait apercevoir les transformations successives d'un même peuple; l'observation découvre les mêmes diversités économiques dans le présent, chez plusieurs peuples différents, inégalement civilisés » (1).

Etude de l'histoire également, qui restreignit à ses yeux, à l'encontre de l'école classique, l'existence d'une économie politique théorique et lui montra d'une façon particulièrement nette, le rôle de l'Etat dans la vie économique. L'immense documentation qu'il accumula lui permit, dans son Cours, de trouver des exemples vivants à l'appui de ses idées. Il est d'ailleurs possible que ce soient

(1) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, Introduction, 3^e édition, 1893.

ces mêmes études historiques qui attirèrent son attention sur List et l'Ecole historique allemande, bases de son système d'Economie nationale. Ses connaissances très poussées des langues étrangères, lui permirent aussi de puiser aux sources internationales d'économie politique, tant dans les langues anglo-saxonnes que germaniques.

*
**

L'influence de l'Ecole des Chartes (2), s'allie d'ailleurs chez Cauwes, à celle du juriste et du professeur. Continuant ses études de droit, il se présente à l'agrégation et y fut reçu en 1867, second de la promotion. Il devait dès lors être rattaché pendant quelques années à la Faculté de droit de Nancy, où il fut successivement chargé d'enseigner le droit criminel, le droit romain et le droit civil. En 1873, Cauwes revint à Paris. Il y succéda à Bathie dans son cours d'économie politique. Cette fonction ne devait être pour lui que transitoire, puisqu'en 1882 il enseigna de nouveau les sciences historiques, en occupant, toujours à la Faculté de Droit de Paris, la chaire d'histoire du Droit. Or, sous le second Empire (3), il n'existait presque aucun enseignement d'économie politique en France. La première chaire fut créée au Collège de France en 1849. Deux cours libres furent plus tard ouverts en 1864 et 1865, à Paris et à Toulouse. En 1873, Cauwes fut donc l'un des premiers à occuper celle de Paris. Par ailleurs, le régime de l'agrégation unique paraît avoir exercé une influence sur la composition du Cours d'économie politique. Il présente, en effet, un mélange de différentes matières qu'il enseigna successivement à Nancy, avant de venir à Paris. On y découvre

(2) Extrait de l'article sur Cauwes dans la Grande Encyclopédie, de M. E. GLASSON, tome IX, p. 935.

(3) HAUSER, *L'Enseignement des sciences sociales en France*, 1903. Un chapitre de ce volume est consacré à l'histoire de l'enseignement de l'économie politique dans les facultés de droit.

une étude complète de droit financier, de droit administratif concernant les chemins de fer, de droit civil et de droit industriel. Cette tendance n'étant, d'ailleurs, que celle qu'avait imprimée Victor Duruy en créant en 1868, au Collège de France, un cours complémentaire d'histoire des faits et doctrines économiques et qui pourrait se résumer en un cours d'histoire sociale. Il étudie les faits économiques, tantôt en suivant les méandres des transformations historiques, tantôt en procédant à des comparaisons géographiques, tantôt encore en insistant particulièrement sur leur structure juridique (4). C'est ainsi qu'à ses yeux, conséquence des études de droit, la législation joue un rôle primordial dans la science économique.

« Il suffit d'un peu d'attention pour comprendre que le règlement des rapports sociaux par les lois produit un effet considérable sur l'ordre économique ». (5).

Selon lui, les économistes doctrinaires sont trop portés à croire que les rapports sociaux ne sont constitués que de rapports contractuels et à ne faire intervenir dans ces relations que la loi de l'offre et de la demande. En juriste, il distingue un domaine spécial, auquel il donne le nom de « législation économique », domaine dans lequel la notion d'utilité sociale est principalement en vue. Cette législation comprend l'économie rurale, le système monétaire, le crédit, les banques, les chemins de fer, les canaux et la marine marchande. On voit par là l'influence de l'interprétation des études de droit et d'économie politique sur sa pensée et sur son œuvre.

*
**

Il ne faudrait pas croire, cependant, que cette éducation

(4) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome IV, p. 606. « La législation et l'économie politiques sont deux sciences sœurs, trop longtemps restées étrangères l'une à l'autre, mais qui doivent à l'avenir se prêter un mutuel appui. »

(5) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 44.

particulièrement intellectuelle ait brisé en lui tout contact avec le monde pratique. Notre auteur devait être positif et homme d'action. Il ne se contenta pas de l'enseignement de ses idées, mais essaya de les adapter à la vie. Il créa ainsi, en 1897, une « Société d'Economie politique nationale », qui groupa des hommes influents du monde de la science, des affaires et de la politique, en particulier Méline. Il exerça d'ailleurs par ses écrits, une influence certaine sur les modifications des tarifs douaniers de 1892. Pour lui :

« La vie économique est un perpétuel mouvement. C'est une force en action, la science qui en est l'expression doit donc être une dynamique sociale ». (6).

Son but était national, le relèvement de la France, durement éprouvée par la guerre de 1870, et l'on doit admirer l'énergie avec laquelle il termine un important article de propagande de la Revue d'économie politique de 1898 : « Unis dans une même idée, dans une commune inspiration, notre devise sera : par la science, pour la patrie » (7). Le Cours d'économie politique et son enseignement universitaire eurent de même un but essentiellement positif :

« Rien n'est à la fois, écrira-t-il, plus intéressant, ni plus difficile que l'initiation à ce qu'on appelle les questions d'affaires ».

Mais cette tendance fit naître de violentes critiques (8) ; on lui reprocha de commencer à apprendre à ses élèves des problèmes très complexes, au lieu de les entretenir des principes premiers. Pour ces critiques, le but de l'enseignement n'est pas d'obtenir des hommes spéciaux, élevés

(6) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, 1893. Introduction, p. XV.

(7) Il écrira également dans le même article : « On s'est figuré l'économie politique à l'état statique, et hardiment, d'une simple ébauche, on en a fait un tableau qui immobilise ce qui est action et perpétuel devenir. »

(8) COURCELLE - SENEUIL, dans un article du *Journal des Economistes* de mai 1878.

et dressés en vue d'une carrière, mais bien plutôt de leur donner une aptitude générale à comprendre tous les problèmes pratiques. Opposition irréductible entre deux tendances pédagogiques, que l'enseignement de Cauwes fit renaître.

Voici donc définis les trois caractères qui peuvent au mieux définir notre auteur, le chartiste, le professeur et l'homme d'action. Cauwes fut en définitive un esprit essentiellement réaliste et positif, soutenu par une très vaste culture intellectuelle. Mais ce sont cependant les influences extérieures qui expliquent d'une façon principale ses théories économiques.

CHAPITRE II

Influence du milieu

L'œuvre de Cauwes s'explique par une double réaction, d'une part contre l'internationalisme politique, d'autre part contre l'internationalisme économique. Il sera facile de s'apercevoir tout d'abord que notre auteur fut impressionné par le mauvais résultat pratique qu'avait donné la tendance internationale de l'opinion aboutissant au désastre de 1870. Certes Napoléon III n'appliqua pas dans la politique pratique les idées à tendances cosmopolites de l'époque, mais beaucoup de causes établirent des rapprochements d'idées entre les nations par delà les frontières politiques. A ce moment furent créées des unions monétaires, télégraphiques et postales, de même qu'un certain nombre de conventions commerciales. De multiples expositions internationales établirent des comparaisons entre les différents procédés de fabrication. Par ailleurs, les ouvriers tendirent, sous le second Empire, à se grouper en un vaste mouvement qui devint la 1^{re} puis la 2^e internationale (1) : beaucoup d'entre eux firent des voyages d'étude

(1) M. Edouard DOLLÉANS, *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris 1936.

à l'étranger et revinrent avec des idées essentiellement pacifistes. Il n'est pas étonnant, s'écriera Cauwes, que, « sous l'influence de faits aussi considérables, il se soit formé un courant d'opinions, en faveur de tout ce qui tend à abaisser les frontières, à rapprocher les hommes pour faire de l'humanité une seule famille » (2). Il reconnaît que cette juste réaction contre le patriotisme haineux, contre l'esprit d'antagonisme, de jalousie et de défiance s'est appuyée en partie sur l'enseignement de l'économie classique, qui considérait le monde entier comme une vaste république marchande. Mais certains encouragèrent exagérément cette illusion de cosmopolitisme, qui, ne sachant pressentir les nécessités de la défense nationale, poussèrent au licenciement des armées permanentes. Or, si en 1870 le désastre ne fut pas une conséquence directe de ces idées, il n'empêche qu'il ouvrit les yeux sur le danger de propager de pareilles doctrines.

« Peu d'années après, écrira Cauwes, la maxime brutale, la force prime le droit, devait dissiper pour longtemps ces dangereuses illusions ». (3).

Pour lui, dans l'état du droit européen, il n'y aura d'autre régime possible que celui de la paix armée. Il s'ensuit, quant aux intérêts économiques, que les principes applicables entre les nations ne peuvent être établis comme si les frontières avaient cessé d'exister. Hostile d'ailleurs à la haine, à l'esprit de jalousie et de défiance, il fait l'apologie du véritable patriotisme. Pour lui, c'est une source profonde d'émulation pacifique, une immense force morale et une précieuse garantie d'indépendance. Il a sa raison

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 142.

(3) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 143. Il ajoute, à la page suivante: « Dans l'état du droit public européen, il n'y a malheureusement pas d'autre régime possible que celui de la paix armée. Il ne faut ignorer ni ce qu'elle coûte, ni jusqu'à ce qu'une ère nouvelle soit ouverte, marchander les sacrifices nécessaires au maintien de l'indépendance nationale. »

d'être dans le génie propre à chaque nation, ce qui est, dans l'histoire de l'humanité, la justification de son existence. A son avis, dès lors, le seul moyen de réaliser une France puissante, capable de résister à de nouvelles attaques, réside dans le développement complexe de ses forces productives.

*
**

Après avoir analysé la réaction de Cauwes contre l'internationalisme politique, il reste à envisager le second aspect de cette étude, c'est-à-dire la lutte de notre auteur contre l'internationalisme économique. Il s'est fait, en effet, pour la France, l'interprète d'un mouvement profond, qui devait prévaloir dans le monde entier. Cette doctrine nationale est partie des Etats-Unis, où des économistes illustres l'avaient appuyée, entre autres Carrey et Pat-ten. Elle s'était formée à la suite de la guerre de Sécession et grâce à la protection, les Etats-Unis sont devenus la première puissance industrielle du monde. Par la suite, des mesures semblables furent appliquées en Autriche-Hongrie en 1878, en Allemagne en 1879, et enfin en Belgique (4), en 1887. Certes, à cette époque, la situation économique de la France laissait à désirer. Cauwes crut y trouver un remède dans une modification des tarifs douaniers. Or, en 1860, Napoléon III s'était décidé à remanier dans un sens libéral le régime protectionniste établi pendant les guerres du 1^{er} Empire et renforcée sous la Monarchie de Juillet, par la coalition des grands industriels. Les économistes, tous partisans du libre échange, conduisaient dans les réunions de leur « Société d'économie politique » et dans le « Journal

(4) On peut trouver dans l'ouvrage de CAUWES, tome II, p. 645, toute une étude intéressante sur l'évolution de la politique douanière aux Etats-Unis et dans le monde entier. Il y explique les facteurs qui ont agi dans le sens de la protection.

des Economistes » une lutte contre le régime prohibitif. Lutte tolérée par le gouvernement. Michel Chevalier vint à Londres négocier cette réforme, dans un but partiellement politique, préparer l'alliance anglaise; elle dut subir l'opposition de presque tous les industriels, ce qui prouve qu'elle était trop générale et prématurée dans son application. En 1871, la guerre fit du nouvel Empire allemand la puissance prépondérante de l'Europe: or, cette guerre ayant annulé le traité de commerce de 1862 entre la France et l'Union douanière allemande, Bismarck proposa de le renouveler. Mais un des envoyés français au traité de Francfort, Pouyer-Quertier, filateur protectionniste, hostile à tout traité de commerce, chercha à en éviter le renouvellement. Les négociateurs s'entendirent finalement sur la clause de la nation la plus favorisée, qui devenait ainsi perpétuelle. Or, cette clause que l'on croyait favorable aux intérêts de la France eut des résultats déplorables. Un moment vint où les produits allemands firent une telle concurrence à l'industrie française que l'on accusa cet article 11 du traité de Francfort d'avoir infligé à la France un véritable Sedan industriel. La situation de l'agriculture était également désastreuse, quand eut lieu la première réforme de 1885.

On peut donc expliquer l'œuvre de Cauwes, par cette double réaction, d'une part contre l'internationalisme politique, d'autre part contre l'internationalisme économique. Les divergences qui le séparent de List sont inspirées presque exclusivement par les différences entre la situation française et celle de l'Allemagne de 1830. On sait en effet, que List, à l'encontre de Cauwes s'est opposé à étendre la protection douanière à l'agriculture. L'Allemagne était alors exportatrice de blé, donc gênée par les droits anglais sur les céréales. Son agriculture avait besoin, non de protection, mais de débouchés et List eût été heureux de persuader à l'Angleterre de supprimer ses « corn laws ». Il fut de nouveau question en Allemagne de protectionnisme agricole, à partir de 1879, le jour où les agriculteurs s'y

sentirent menacés par la concurrence étrangère. En France au contraire, le prix de revient du blé était bien supérieur à celui des pays exportateurs étrangers et en 1885, la culture de ce céréale était appelée à mourir, sans protection douanière.

CHAPITRE III

Influences doctrinales

En ce qui concerne les influences doctrinales, qui ont agi sur notre auteur, deux catégories très nettes sont à distinguer. Dans l'une, on groupe tous les auteurs d'Economie nationale dont Cauwes s'est ou aurait pu s'inspirer, dans l'autre Adam Smith et les libéraux anglais. Adam Smith en effet, aussi paradoxal que cela paraisse, semble avoir joué un rôle indéniable dans l'élaboration de l'œuvre de Cauwes.

**

Lorsqu'on parcourt le Cours d'Economie politique, on ne peut s'empêcher d'être déçu de la faible place qu'y tiennent les mercantilistes: Cauwes semble ne pas les avoir compris. Dans le chapitre consacré à l'étude des doctrines économiques (1), on ne trouve à leur sujet que quel-

(1) Ce chapitre se trouve à la fin du tome IV du *Cours d'économie politique* de la 3^e édition de 1893. Il est intitulé: Revue des doctrines et des écoles. Il n'est nullement question d'une école d'Economie nationale, et cette dernière n'est citée que dans les dernières lignes. On chercherait également en vain une analyse de la doctrine de List.

ques pages, au début desquelles cette phrase curieuse: « Le mercantilisme est une conception économique, le prototype de la science économique, si l'on veut, mais ce n'est pas la science elle-même; ...elle ne s'est jamais relevée des coups que lui a portés Adam Smith ». (2). Pour lui, le mercantilisme est uniquement l'idée que la monnaie est la richesse par excellence et c'est à cette théorie monétaire que se réduit tout le système. Il ne fait aucune allusion aux théories d'Economie nationale de Bodin, Sully et Colbert: aussi, à son avis, est-elle tombée aujourd'hui dans le plus grand discrédit. (3).

Il semble donc que l'auteur du Cours n'ait pas, en 1893, lu dans leurs textes les écrivains mercantilistes. Il n'y a, dans toute son étude, aucune référence directe à leurs écrits. Il ne paraît d'ailleurs les avoir connus que par des articles de ses contemporains, qui ne les comprirent pas mieux que lui et qui adoptèrent, sans contrôler, l'opinion de l'époque. Or, il possède avec ces mercantilistes et à son insu, beaucoup de points communs. Ces derniers furent essentiellement des hommes d'action, des esprits positifs, qui ne virent à travers leurs idées qu'un but à atteindre, la puissance de leur pays. Que leur reproche-t-il encore: leur système protectionniste outrancier: or, bien au contraire, Colbert (4) n'a appliqué son système de barrière absolue, qu'avec l'espoir que l'industrie française serait un jour assez puissante pour se défendre contre la concurrence étrangère et abolir les tarifs douaniers.

Mais en 1898, donc cinq ans après la dernière édition du Cours, Cauwes change totalement d'opinion. Dans un

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome IV, p. 573.

(3) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome IV, p. 572.

(4) Colbert s'était d'ailleurs servi de la célèbre comparaison des béquilles que la nation doit quitter, lorsque ses industries peuvent se mouvoir par elles-mêmes.

article sur l'Economie nationale de la Revue d'Economie Politique (5), il écrit :

« Aux temps passés, l'économie nationale a pour nom le mercantilisme, tenu aujourd'hui en médiocre estime. Et pourtant, quand, au lieu de les juger d'après l'idée superficielle et inexacte qu'en a donnée Adam Smith, des économistes historiens tels que Roscher, Schmoller et Cunningham, d'autres encore se sont mis à l'étudier dans ses origines et ses formes successives, on s'est aperçu que le mercantilisme, judicieusement adapté aux conditions et aux besoins économiques des nations modernes, au temps de la formation de leur unité, n'était pas tout erreur, ni à rejeter en bloc. Les mercantilistes n'ont jamais eu, quant à la monnaie, les idées extravagantes qu'on suppose trop généralement (6). ».

Donc, entre 1893 et 1898, Cauwes a dû découvrir, semble-t-il, l'aspect intéressant de leurs théories soit chez Roscher, Schmoller et Cunningham, soit en ayant recours à l'étude compréhensive des sources directes. A cette date seulement, il connaît la filiation qui existe entre sa doctrine d'Economie nationale et la leur. Ainsi, malgré les similitudes et les causes semblables qui les firent naître, Cauwes n'a subi, à notre avis, aucune influence directe de ces économistes du XVII^e siècle.

Quelle influence eut sur lui, par contre, l'illustre auteur, comme il l'appelle, du *Système d'Economie nationale* ? Si l'on se reportait à la partie de son Cours consacrée à l'étude des doctrines économiques, on aurait quelque surprise, car il ne s'y trouve aucune analyse de ses œuvres. Sauf cette phrase où List est d'ailleurs associé à Carey : « L'un et l'autre autant au moins par intuition géniale, qu'avec l'ex-

(5) CAUWES, *Revue d'économie politique*, 1898.

(6) Ce passage est extrait d'un article de premier plan de la *Revue d'Economie politique* de 1898. Article écrit pour la propagande de la « Société d'Economie politique nationale ». Il résume sa doctrine.

périence tirée des faits, créent la théorie du développement harmonique des forces productives, cette grande loi de l'économie nationale, qui déplace l'axe de la science fixé au XVIII^e siècle dans la direction unique de l'accumulation des capitaux ». (7). A travers son cours, cependant, Cauwes le cite souvent, mais n'établit aucun parallèle entre leurs idées. Toutefois, au point de vue méthode, l'auteur du Cours d'Economie politique prétend s'en séparer. Il reproche à List de s'être cantonné trop spécialement dans l'étude descriptive des phénomènes et dans l'observation; ce qui paraît être une erreur.

En ce qui concerne le développement complexe de la nation, (8) Cauwes a dépassé sur plus d'un point l'œuvre de son devancier, entre autres en ce qui concerne la protection accordée à l'agriculture. Comme lui, cependant, il a essayé de réhabiliter l'action de l'Etat en matière économique (9).

Y avait-il eu, par ailleurs, en France, depuis le début du XIX^e siècle, des théoriciens d'Economie nationale. Quelques auteurs ont, en effet, soupçonné son existence et son système. Il s'agit du Baron Dupin, qui avait employé en 1827, dans sa « Situation des forces de la France », l'expression de forces productives (10). Par ailleurs, Chaptal,

(7) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome IV, p. 594.

(8) LIST écrivait, *Système national*, p. 227: « L'économie politique nationale est celle qui, prenant l'idée de nationalité pour point de départ, enseigne comment une nation donnée, dans la situation actuelle du monde et eu égard aux circonstances qui lui sont particulières, peut conserver et améliorer son état économique. »

(9) LIST, p. 141: « L'activité des particuliers est incapable de maintenir l'industrie, le commerce et la richesse, si les circonstances publiques ne sont pas favorables et que les industries tirent la plus grande partie de leurs forces productives de l'organisation politique de la puissance nationale. »

(10) Il écrivit: « Je présente ici l'introduction d'un ouvrage intitulé: « Forces productives et commerciales de la France ». J'appelle ainsi les forces combinées de l'homme, des animaux et de la nature, appliquées en France aux travaux de l'agriculture, des

en 1819, opta pour la protection des industries nationales naissantes (11). Mais Cauwes ne les cite pas.

Il n'en est pas de même de Dupont-White, l'auteur, en 1865 de l'« Individu et l'Etat », qui, dans cet ouvrage, écrit un plaidoyer en faveur de la réhabilitation de l'Etat, en réaction contre l'individualisme outrancier de certains théoriciens de l'époque. Ce polémiste se tient également éloigné du socialisme et de l'individualisme. Cauwes choisira cette position intermédiaire, lorsqu'il étudiera plus particulièrement le rôle de l'Etat et ses attributions, dans la production économique. Certes Dupont-White eut une influence directe sur l'auteur du Cours d'Economie, influence notée par M. André Marchal, (12) dans son ouvrage sur les mercantilistes et l'Economie nationale. Lucien Brocard (13) qui avait suivi son cours à la Faculté de Droit cite également le fait que Cauwes l'étudiait longuement.

*
**

Après avoir analysé l'influence des auteurs d'Economie nationale sur l'œuvre de notre auteur, il importe également de noter celle d'Adam Smith et de ses successeurs libéraux. Fait étrange, en effet, c'est d'Adam Smith que Cauwes paraît avoir, selon lui, tiré sa théorie d'Economie nationale

ateliers et du commerce. » (Introduction de la *Situation des forces productives de la France*.)

(11) CHAPTAL, *De l'industrie française*, 1819, à la page XLVI du Discours préliminaire.

(12) M. André MARCHAL le constate dans son ouvrage sur les mercantilistes, p. 159.

(13) LUCIEN BROCARD, dans ses *Principes d'économie nationale et internationale*, écrit à propos de la doctrine de Cauwes: « Son cours à la Faculté de Droit s'intitulait: Cours d'économie nationale. Il étudiait longuement la doctrine de List que sur plus d'un point il avait dépassée, il étudiait non moins longuement les anciens mercantilistes français et Dupont-White, recherchant complaisamment chez eux les origines de sa propre pensée. » (P. 29, tome I)

« L'œuvre du grand économiste écossais a le mérite incomparable de donner à l'économie politique, son caractère de science pratique et de lui appliquer en conséquence, une méthode qui n'est pas purement spéculative, mais historique et comparative » (14).

Il l'admire d'avoir soutenu ses principes par les enseignements de l'histoire et observation des faits contemporains. Cauwes remarque d'ailleurs qu'Adam Smith a subi les mêmes reproches que lui pour allier sans cesse théorie et histoire (15), notions concrètes et buts à atteindre. D'après l'auteur du Cours d'économie, l'écrivain écossais aurait reconnu la diversité des lois économiques selon l'influence variable du milieu naturel, des mœurs et des lois positives. Par ailleurs, le titre de son ouvrage indique assez que, selon lui, le but de l'économie sera la puissance nationale, obtenue par son développement complexe.

« Il faut observer, avait écrit Smith, qu'un grand pays n'a jamais subsisté, ni pu subsister, sans qu'il y ait eu chez lui quelque espèce de manufacture... Le grand commerce de toute société civilisée, est celui qui s'établit entre les habitants de la ville et ceux de la campagne.. Les progrès des villes en richesse et en population auraient donc dû, dans toute société politique, marcher à la suite et en proportion de la culture et de l'amélioration de la campagne et du territoire environnant. » (6).

La défense nationale tient également pour lui, une place importante, puisqu'il n'hésite pas à encourager par certains avantages toute industrie qui paraît nécessaire à la défense de l'Etat. Cependant le point délicat devait être,

(14) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome III, p. 567.

(15) Il fait allusion à une brochure de Courcelle-Seneuil, sur Adam Smith, publiée à l'époque, à la Petite Bibliothèque Economique.

(16) ADAM SMITH, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, tome II, livre III, p. 159. Cauwes ajoute t. II, p. 140: « Il n'est pas inutile de faire remonter à Adam Smith cette notion féconde du développement harmonique des industries. »

pour Cauwes, le libre échange professé par l'auteur écossais. Or cette divergence est escamotée adroitement: « Pour lui, la liberté commerciale est un précepte plutôt qu'un principe; c'est une règle pratique soumise à des exceptions ». Ainsi tout s'explique, si l'on sait que chez Cauwes le protectionnisme n'est qu'une mesure passagère, destinée à protéger momentanément les industries nationales. Or, au début du XIX^e siècle, en Angleterre, les manufactures étant affranchies de la concurrence étrangère, l'intérêt national conseillait donc d'être libre-échangiste et le « laissez faire, laissez passer » de Smith, ne fut qu'une mesure de circonstance. Sans doute, aux yeux de Cauwes, l'auteur écossais eût été protectionniste, s'il eût vécu en France de 1870 à 1892.

Aussi paraît-il se considérer comme le disciple presque sans réserve d'Adam Smith: il n'est pas de théories strictement d'Economie nationale, à propos desquelles Cauwes ne trouve une confirmation dans les « Causes de la richesse des nations ». Mais il y eut par la suite rupture entre lui et l'école anglaise. Selon Cauwes, Smith eut le tort de paraître attacher trop d'importance à la notion de richesses, ce qui fut si mal interprété par ses successeurs. Il y a en effet, chez lui le germe des doctrines chrématisques, qui, au dix-neuvième siècle, dans l'école anglaise, ont pris un si fâcheux développement. La nouvelle école s'en recommande, mais, entre la science de Malthus, de Ricardo et de Stuart Mill, et celle de l'auteur des *Recherches*, la ressemblance est plus apparente que réelle. (17). Tout s'explique, en effet, si l'on réfléchit qu'Adam Smith était un esprit essentiellement réaliste. M. André Marchal, dans son ouvrage sur l'Economie nationale et l'école mercantiliste, a noté lui aussi que la thèse de Smith laisse passer toute la théorie protectionniste, par les exceptions qu'il apporte au

(17) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome IV, p. 578.

libre-échangeisme. C'est donc plus spécialement contre la doctrine libérale classique et sa méthode exclusivement déductive que s'élèvera Cauwes.

Ce qu'il importe de noter toutefois, c'est qu'en France au XIX^e siècle, Cauwes fut le premier et le seul théoricien important d'Economie nationale. La doctrine était à l'époque, entièrement acquise à l'école libérale classique. Courcelle-Seneuil avait publié en 1857, son traité d'Economie politique qui, pendant longtemps, fit autorité. Il s'érigeait en gardien de la science pure, qu'il appela la plutologie pour la distinguer de l'ergonomie ou science appliquée. A l'encontre de l'auteur du Cours d'Economie, il considérait qu'il était de la plus grande importance de séparer les deux domaines. C'est en réaction contre ces excès idéologiques et cette déformation de la pensée d'Adam Smith, que Cauwes s'insurge dans son Cours.

DEUXIÈME PARTIE

Ouvrage et Méthode

L'œuvre de Cauwes se résume en fait en un ouvrage capital, son Cours d'Economie politique. C'est dans ce dernier et dans un article de la Revue d'Economie politique, que l'on doit retrouver sa doctrine d'Economie nationale. Malheureusement elle reste le plus souvent diffuse à travers l'ouvrage entier. Sauf dans l'introduction et dans les passages concernant principalement la méthode, il n'en est presque pas question. Le but de l'auteur n'a été d'écrire ni une analyse, ni un plaidoyer direct en faveur de cette doctrine, mais plutôt de passer en revue les questions économiques de l'époque. Seulement les solutions de ces problèmes seront découvertes et éclairées par elle. Cet ouvrage présente par contre une très grande originalité de méthode. Il semble même que Cauwes ait voulu saper l'édifice entier et le reconstruire sur des bases nouvelles. Peut-être s'est-il fait illusion sur la valeur définitive de ses arguments. En fait, induction et déduction doivent collaborer pour une étude scientifique : ni l'une ni l'autre ne peuvent suffire, comme se l'était figuré l'auteur du cours d'Economie lorsqu'il n'utilisait que l'induction. Mais cette thèse

extrême est rendue explicable, par la nécessité du contre-poids à opposer à la doctrine officielle.

A l'heure actuelle, où l'unité et l'équilibre se sont établis entre les doctrines sur ce point, il est difficile de comprendre ces conflits, mais il faut se rapeler qu'ils présentaient autrefois pour les économistes une importance capitale. On étudiera donc, d'une part ses différents ouvrages, puis la méthode qu'il a employée pour construire son Cours d'Economie politique.

CHAPITRE PREMIER

L'œuvre

Cauwes a, en fait, limité ses écrits aux études économiques, bien que sa culture fut très vaste et étendue à bien d'autres domaines, entre autres, à l'histoire. On possède tout d'abord de lui une thèse sur un sujet de droit romain, présentée en 1865, à la Faculté de Paris et intitulée: « La pétition d'hérédité en droit romain et en droit français ».

C'est seulement en 1878, que parut la première édition du Cours d'Economie politique, en deux tomes. Il était précédé d'une préface intéressante, où l'auteur indique la tendance de son ouvrage. A son avis, les problèmes de science pure ne résument pas toute l'économie politique: il importe dorénavant d'enseigner aux étudiants, non des soi-disant vérités acquises, mais de les intéresser aux problèmes nouveaux de l'heure présente. « L'édifice ancien, écrivit-il, a paru trop étroit et d'une solidité douteuse ». Cette édition fut suivie d'une seconde en 1881 et d'une dernière en 1893. Dans ces volumes, on trouve peu de modifications doctrinales, mais au fur et à mesure des nouvelles éditions, l'étude de récentes questions de législation économique, entre autres celle des modifications douanières de 1885 et de 1892. La théorie d'Economie nationale se trouve, ainsi qu'il

a été dit, dispersée à travers l'ouvrage entier. Toutefois, on découvre dans l'introduction (1), une analyse minutieuse de sa méthode, ainsi qu'une étude intéressante de l'idée de nation; mais c'est à la fin du tome II et à propos de la législation douanière, que se révèle la partie la plus significative du point de vue de l'Economie nationale.

Par ailleurs, Cauwes devait écrire un article d'une importance primordiale pour la compréhension de sa doctrine, dans la Revue d'Economie Politique de 1898. Il devait servir de propagande en faveur de la nouvelle « Société d'Economie Politique nationale » qu'il avait fondée. Il indique dans cet article les origines du mouvement national et la tendance qu'il devra suivre.

L'auteur du Cours d'économie a écrit également les préfaces de nombreux livres, la plupart de ceux qui furent publiés par les partisans de sa doctrine ou par ses disciples. Le premier en date est la traduction, en 1899, de l'ouvrage de Patten, professeur d'économie politique à l'université de Pensylvanie, intitulé les « Fondements économiques de la protection ». En 1901, il écrivit également la préface des « Progrès économiques de la France » d'Edmond Théry, qui démontrait l'utilité pratique de la réforme douanière de 1892 sur l'Economie française.

Il est intéressant, par ailleurs, de noter, qu'en 1905, Cauwes organisa avec deux autres professeurs de la Faculté de Droit de Paris, H. Souchon et M. Bourguin, une direction d'études pour les candidats à l'agrégation. Leurs travaux furent publiés sous le titre « Questions monétaires contemporaines » (2).

Mais, en somme, à part l'immense Cours d'Economie politique, Cauwes n'a presque rien publié et l'on ne possède

(1) Il s'agit ici de la 3^e édition, datant de 1893.

(2) On y retrouve, entre autres, des études de Lucien Brocard et de M. Edouard Dolléans.

pas de lui une étude condensée de son système. Il ne reste malheureusement pas d'exemplaire de son cours de la Faculté de Droit, intitulé « Cours d'Economie nationale » dans lequel, comme l'assure Lucien Brocard qui l'a suivi, se trouvait un résumé précis et complet à la fois, de sa doctrine. Il y étudiait également d'une manière détaillée, les origines de sa pensée, ce qui aurait présenté pour notre thèse un très grand intérêt.

CHAPITRE II

Méthode

Si les théoriciens de l'économie nationale ne firent entendre leur voix que d'une manière intermittente et discutée, leurs idées furent appliquées depuis toujours. Les industriels et les hommes d'affaires n'agissent, dans la plupart des cas, qu'en concordance avec l'intérêt économique de leur pays. Or, pour les gouvernants et les dirigeants de l'économie privée, les théories ne sont bien souvent que des abstractions sans lien pratique avec la réalité mouvante de la vie. S'ils en tiennent compte, c'est après l'épreuve de l'expérience, et à titre de simple tendance politique. Turgot, qui écrivit « Quiconque n'oublie pas qu'il y a des états politiques séparés les uns des autres et constitués diversement, ne traitera jamais bien aucune question d'économie politique » dut appliquer, comme le rappelle si justement Lucien Brocard, une politique nationale lorsqu'il fut ministre. Cauwes saisit ainsi la différence qui existe entre la méthode de l'économie classique et l'action économique pratique. Il fut attiré, non vers les savantes constructions des théoriciens, mais vers la réalité des choses, toujours insaisissable en une construction absolue, mais prenante, parce qu'elle offre un but à l'activité hu-

maine. Sa méthode fut celle d'un homme politique ou d'un homme d'action, conscient des devoirs qui lui incombent envers son pays. Le but de son cours à la Faculté de Droit sera de former une génération de jeunes gens en vue de la préparation aux affaires.

Qu'est-ce donc pour lui que l'économie politique ? Elle est « la Science de l'utile », et, reprenant la tradition des mercantilistes, il affirme qu'elle pourrait être définie : « Science ménagère des particuliers et des états ». Elle a pour objet : « les lois d'utilité applicables au travail de la société, et pour but « le bien-être individuel, ainsi que la prospérité collective ». A la définition de l'économie politique : science des richesses de J. B. Say (1), Cauwes oppose « l'économie politique ou sociale, science morale et politique ». Quels sont donc les principes originaux dont s'inspire sa méthode ? On peut les résumer en trois principaux. Tout d'abord, Cauwés affirme que, pour lui, l'économie politique n'est pas une science, mais un art national. On peut en déduire un second principe, c'est qu'elle est essentiellement relative, non pas universelle, mais dépendante des conditions de lieu et de temps. Enfin, l'auteur du Cours considère que l'observation et la comparaison sont les bases même de son étude, autrement dit que l'économiste doit se servir principalement de l'induction, et non plus de la déduction comme l'avait conseillé l'école classique. Ce sont ces trois aspects qui formeront les bases de cette méthode.

*
**

Tout d'abord, l'économie politique n'est pas seulement une science, mais un art national. A l'encontre, la chrematistique ou science des richesses est purement spéculative,

(1) Jean-Baptiste SAY, *Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, Paris, 1814, 2 vol.

elle observe et explique les faits, constate entre eux des rapports généraux et des lois abstraites. Mais, sans rien conseiller ni prescrire. D'après l'économie classique, la science s'en tient à la détermination des rapports nécessaires, elle formule des lois naturelles. Elle observe les faits et dégage les lois, sans en apprécier les conséquences. Par ailleurs, considérant que rien ne peut ni ne doit contrôler les lois économiques inéluctables, cette théorie n'accorde aucun domaine à l'art économique qu'elle confond avec la pratique.

C'est une erreur, selon Cauwes, car les hommes, en tant qu'individus et groupements sociaux constituent la base même de cette science. Ainsi l'économie politique devra se rapprocher de la définition qu'en avait donné Rossi « une science d'humanité et non d'algèbre, une science enfin, qui doit servir au bien-être des sociétés civiles ». Selon lui encore :

« L'art est théorique comme la science, il est fondé sur une généralisation rationnelle des faits observés ». (2).

Si les lois de la science pure sont universelles, les principes de l'art économique s'intègrent dans un cadre social, qui est celui de la nation. « Tandis que la science est cosmopolite, l'art est national » (3). Son but sera le bien-être individuel et la prospérité collective, obtenus par la bonne marche économique du pays.

*
**

On peut en déduire que l'économie nationale sera essentiellement relative. Les faits économiques sont peut-

(2) CAUWES écrira, dans un article de la *Revue d'économie politique* de 1898 : « La vie économique est un perpétuel mouvement. C'est une force en action, la science qui en est l'expression doit être une dynamique sociale. »

(3) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 31.

être d'après lui susceptibles d'une généralisation et d'une condensation en doctrine. Reste à savoir dans quelle mesure peut-elle se faire pour une nation ou à un groupe de nations à un moment donné seulement, ou bien pour tous les âges de la civilisation et de l'humanité. Cauwes s'oppose ici à l'économie classique. Pour elle les lois ont une valeur universelle, reposant sur les attributs de la nature humaine, l'économie spéculative n'est limitée à aucun temps, ni à aucun pays. L'auteur du traité d'Economie Politique repousse, sinon en principe, du moins en fait, l'idée rationaliste d'une économie universelle et s'engage plus particulièrement dans l'étude historique et descriptive des phénomènes sociaux particuliers à une époque, à un peuple, à un âge spécial de la civilisation. Il ne nie pas l'existence de quelques lois principales et universelles, mais elles lui paraissent si loin des faits qu'il se demande si elles conservent une importance pratique, car « l'homme n'est pas toujours le même, il ne se comporte pas toujours de la même manière dans la poursuite et l'usage de la richesse : l'être humain n'est pas une donnée constante comme les données quantitatives ou les propriétés de la matière... C'est un sujet ondoyant et divers ». (4). Les règles qui le concernent ont donc une valeur subjective et non objective (5).

*
**

Enfin, c'est l'observation et la comparaison qui constitueront la base des études économiques. « Pourquoi n'a-t-on pas compris, écrira Cauwes, que la vraie méthode de l'économie politique est l'observation ». Le sens historique fit

(4) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 23.

(5) C'est ainsi que l'économiste Wolowsky a pu écrire : « L'homme devient une constante pour tous les temps et tous les pays, alors qu'en réalité il est une variable. »

défaut d'après lui aux physiocrates et aux économistes de l'école libérale anglaise; aussi ces derniers n'ont abouti qu'à des notions abstraites et invérifiées. L'erreur de l'école classique a été d'appliquer le raisonnement purement logique à la science économique. Au contraire, la méthode d'observation se présentera sous trois formes: observation directe, critique historique et expérimentation (6). Quel en sera le résultat: la constatation des existences nationales (7). Aussi, cette méthode est facilement applicable à une économie politique d'action. D'une part l'observation et d'autre part, l'histoire, montrent la diversité des phénomènes dans le temps d'abord, dans l'espace ensuite, cette diversité ayant pour cadre principal les peuples vivant sous la même autorité politique. Dès lors, la base du système d'économie nationale est découverte et ses lois seront celles que l'expérience et l'observation auront montrées comme étant les plus aptes à favoriser le développement national.

*
**

Pour nous résumer, quel sera le résultat de cette méthode particulière ? La critique historique et l'observation aboutissent à la constatation de la relativité des lois et des institutions, relativité d'ailleurs exempte du doute de l'intellectuel, mais plutôt recherche de l'utilité dans l'action. Deux voies s'ouvriront alors, soit aboutir à des généralités n'ayant plus qu'un rapport lointain avec la vie, soit s'en tenir à une encyclopédie de faits, au milieu desquels on essaiera d'une manière nécessairement empirique, de découvrir pour l'action politique ou sociale quelques étincel-

(6) CAUWES écrira dans le tome I, Introduction: « La critique historique fait apercevoir les transformations successives d'un même peuple, et l'observation directe découvre les mêmes diversités économiques dans le présent, chez plusieurs peuples inégalement civilisés. »

(7) CAUWES, *Revue d'économie politique* de 1898.

les de lumière. Cauwes optera pour cette dernière direction, à laquelle on peut retirer en partie le caractère scientifique, mais qui, du point de vue de l'homme d'action, est pleine d'enseignements. Elle permettra de constater ce qui, dans le système économique actuel, est un reste inutile d'une organisation antérieure et sera de nature à prévenir contre les innovations téméraires.

Il n'empêche, par contre, que Cauwes n'a pas évité l'écueil d'une certaine confusion. Il devient très difficile de suivre l'idée générale de l'ouvrage, au milieu d'une série d'études très particulières. Dès la parution de l'ouvrage, il y eut une explosion violente de critiques dont les principales furent celles de Courcelle-Seneuil et de Baudrillart, dans deux articles, l'un du Journal des Economistes de 1878, l'autre de la Revue des Deux Mondes de 1885. Ils reprochent tous deux à Cauwes d'avoir exclu de son Cours toute étude de science pure et toute recherche déductive. En théorie, évidemment, Cauwes reconnaît l'existence de quelques lois générales très simples.

« L'économie politique est positive, nationale dans un grand nombre de ses éléments particuliers; générale au moins pour les nations de même civilisation, quant à certains de ses éléments simples » (8).

Il citera également, à la fin de sa carrière, à son cours de doctorat, la formule de Schmoller selon laquelle la méthode inductive et la méthode déductive se complètent mutuellement pour raisonner, comme les deux jambes pour marcher :

« Nous admettons la coexistence et la combinaison des principes d'économie nationale et d'économie générale ». (9).

Mais, en fait, comme le fait remarquer justement M. A.

(8) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 34.

(9) CAUWES, tome I, p. 24.

Marchal dans son étude (10) sur l'Economie nationale et les mercantilistes, il y a vraiment chez lui contradiction entre la méthode qu'il préconise dans son Introduction et le Cours lui-même.

On a ainsi l'impression que cette reconnaissance même partielle de la méthode de l'économie classique n'est qu'artificielle. Par la suite, les théoriciens de l'Economie nationale devaient, avec Lucien Brocard, retrouver une position plus éclectique dans la conciliation de la méthode inductive et déductive. Mais il faut se rappeler que Cauwes fut en France un précurseur.

Si donc, on veut résumer d'une façon brève la méthode du Cours d'Economie, deux idées sont à retenir: du point de vue théorique, l'absence de principes absolus et du point de vue pratique, l'utilitarisme. Autrement dit, cette méthode est exclusivement celle d'un homme d'action.

(10) M. A. MARCHAL, dans sa thèse de doctorat: « La conception de l'économie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilismes »; écrivit également : « List et Cauwes avaient bien déclaré qu'il n'y avait pas de contradiction entre l'économie politique et l'économie nationale, mais nous avons vu qu'en fait ils les opposaient assez vivement, prolongeant ainsi, sans s'en douter, l'antagonisme de l'école et du mercantilisme. »

II

DOCTRINE

Les principes d'Economie nationale ne suppriment pas toute utilité aux relations internationales, et ne nient pas l'existence d'une économie mondiale. A côté de l'étude d'une économie proprement nationale, on devra examiner, dans une seconde partie, les différents principes qui président, selon Cauwes, aux relations internationales. Etude d'ailleurs forcément plus courte que la précédente et pour deux raisons: d'une part, l'économie intérieure prend presque toujours la première place dans la vie d'un Etat, d'autre part, Cauwes n'a pas défini expressément ses idées. On les trouve éparses à travers l'ouvrage et il sera nécessaire de relier des passages souvent contradictoires.

PREMIÈRE PARTIE

L'Economie Nationale

En ce qui concerne l'économie nationale, le premier but sera d'affirmer son existence, sa vie propre et les conditions qui lui assurent le rendement maximum; en second

lieu, d'indiquer la politique à suivre, pour atteindre le développement complexe de ses forces productives.

On remarquera que dans son système, Cauwes prend presque toujours une position éclectique: il se trouve aussi éloigné des doctrines, où l'humanité compte seule, que de celles où l'individu est la base du système économique; aussi éloigné des doctrines, où l'Etat constitue le but unique de toute production, système socialiste, que de celle où l'individu est roi, individualisme poussé à l'extrême. Ces idées font honneur à ses qualités d'homme positif et réaliste laissant délibérément de côté toute idéologie.

PREMIÈRE PARTIE

Existence d'une Economie Nationale

CHAPITRE PREMIER

L'idée de nation

Les nations modernes se sont formées aux XV^e et XVI^e siècles; or avant cette époque, la souveraineté, c'est-à-dire l'ensemble des pouvoirs publics, police, travaux publics, et droits d'impôts, était infinimen morcellée et appartenait aux seigneurs locaux. Vers le XVI^e siècle, sous des influences complexes, les rois et empereurs essayèrent de reprendre sous leur autorité le pouvoir politique qui leur avait échappé, et, peu à peu, se créèrent les nations, sous leur forme actuelle, groupant un très grand territoire avec différents régimes constitutionnels, mais sous un pouvoir central et unique. De même que les seigneurs avaient exercé une direction économique sur leurs sujets, les rois, suivant les théories mercantilistes, se considérèrent comme responsables de la marche économique de leurs nations. Ce leur parut naturel de considérer le pays comme formant une

unité à la fois politique et économique. Or, sous l'influence des doctrines physiocratiques et libérales anglaises, on dissocia, en théorie tout au moins, la politique de l'économie, de telle sorte que la nation économique ne devait plus exister. Pour ces théoriciens, le monde ne devait être désormais qu'une immense république marchande. Était-ce normal aux yeux de Cauwes ?

Non, car pour lui, la nation « est une réunion d'hommes habitant le même territoire et formant par ses mœurs et ses intérêts une véritable unité sociale et économique ». (1). Non seulement l'observation fait constater le fait, mais elle en montre l'action dynamique.

1° Les forces collectives de la nation donnent aux hommes des sentiments propres à susciter des actions désintéressées et à unir plus fortement les membres appartenant à un même groupe.

2° Les nations sont des foyers d'autorité, et c'est grâce à cette autorité que se constitue l'organisation économique, dont le rôle est de faciliter le développement des individus et de combattre la tendance à la dispersion.

D'où provient donc cette puissance sociale de la nation dont la répercussion est si forte ?

1° D'une force résultant de la souveraineté nationale, de l'organisation des pouvoirs publics et d'un système de lois: raison juridique.

2° D'une force puisée dans les traditions intellectuelles et morales, et dans la communauté d'origine, de langage, d'institutions et de mœurs: raison psychologique.

3° Enfin une force consistant dans la convergence des intérêts économiques: raison économique.

Selon Cauwes, elle a son expression la plus vivante dans le patriotisme, qui est une source d'émulation pacifique: « Affranchi des étroitesse qui le pervertissent, c'est

(1) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 134.

une immense force morale et une précieuse garantie d'indépendance » (2). On peut ainsi le défendre et dire qu'il est un sentiment naturel au cœur de l'homme, sans être complice des ambitions malsaines et de l'esprit de domination. Il a pour raison d'être le génie propre de chaque nation, ce qui est, dans l'histoire de l'humanité, la justification de son existence. Aussi se trouve-t-on en présence de nations organisées, qui présentent, inséparable, un double cadre politique et économique.

Or, depuis la fin du Moyen-Age, beaucoup de causes, entre autres les moyens de communication, ont accéléré considérablement par delà les frontières politiques, les courants intellectuels et commerciaux. Ces relations internationales sont, pour l'auteur du Cours, d'une grande utilité, pour l'avancement des connaissances humaines et les progrès de l'industrie. « On s'explique, nous dit-il encore, qu'il se soit formé un courant d'opinion en faveur de tout ce qui tend à abaisser les frontières, à rapprocher les hommes pour faire de l'humanité une seule famille » (3). Mais, de là à considérer avec l'école classique, que l'idée de nation n'a plus aucun rôle à jouer du point de vue économique, c'est une attitude que Cauwes critique en ces termes: « Cet entraînement vers le cosmopolitisme est une utopie dangereuse ». (4). Il existe pour lui des obstacles insurmontables entre les diverses sociétés politiques, parmi lesquelles existent des différences de race, de mœurs, et de traditions. Un autre obstacle provient de l'immensité de l'univers. Ce cosmopolitisme fait enfin bon marché « du sentiment instinctif de nationalité, du patriotisme dont on ne connaît la puissance qu'aux époques de grande crise ». (5).

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 143.

(3) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 142.

(4) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 143. Ces citations sont extraites d'un chapitre intitulé: Nationalités et cosmopolitisme.

(5) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 143.

N'y aurait-il pas lieu de penser, cependant, que le phénomène du partage de l'univers en nations distinctes est momentané? Dans l'avenir, le monde sera peut-être constitué par un vaste empire, ou une vaste république. Cauwes répondra qu' : « Au point de vue politique, comme au point de vue moral, la distinction des nationalités est une loi inéluctable du présent, et vraisemblablement aussi celle de l'avenir ». (6).

Il s'ensuit que les principes applicables aux rapports entre nations, quant aux intérêts économiques, ne doivent pas être établis comme si les frontières étaient effacées et l'état universel définitivement constitué. Ce fait établi, il importera d'étudier quels sont les éléments économiques constituant les caractéristiques des différentes nations, puis de connaître les méthodes propres à assurer leur meilleur développement. Ce sera principalement le but de l'Economie nationale.

(6) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 143.

CHAPITRE PREMIER

Structure de la Nation

Chaque nation comprend sur son territoire un certain nombre d'éléments qui, groupés, forment le patrimoine national. Milieu physique, capital et population présentent un ensemble de valeurs, qu'il importe de développer solidairement. Selon la **quantité, la qualité** l'utilisation intelligente et méthodique de ces ressources, la nation aura droit ou non de prendre place parmi les grandes puissances. Aussi l'étude de ces divers éléments constitue une part importante de l'Economie nationale.

Quelle est d'abord l'influence du milieu physique et de la nature sur cette Economie nationale ? Certains économistes ont de beaucoup exagéré son importance; selon l'auteur du Cours « Il semblerait, d'après eux, que ce milieu conditionnât étroitement le développement général de la nation et que la destinée des peuples dût se lire en entier sur les cartes géologiques et géographiques ». (1). Il faut indiquer, selon lui, par contraste, la réaction de l'homme

(1) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 217.

sur le milieu physique; le climat, la production végétale et animale, la nature du sol sont des éléments indispensables de production, mais c'est à l'homme, par son intelligence et son activité, à tirer parti le plus possible et le plus diversement possible, des facteurs que la nature a laissés à sa disposition: « La nature lui donne des moyens d'acquisition plutôt que des moyens de jouissance ». (2). L'histoire de l'humanité n'a été, en définitive, qu'une émancipation progressive de l'homme sur la nature. Ce dernier aura de plus en plus une puissance de réaction sur le milieu ambiant, par la conquête et la transformation du sol, enfin par la création de flores et de faunes artificielles. Aucune nation, dès lors, où ne puissent être développées presque toutes les industries humaines, ce qui facilite considérablement son développement complexe (3). Ainsi les inégalités de puissance économique, qui paraissaient irrémédiables entre différents pays producteurs, du fait de l'absence d'un produit de première nécessité, comme la houille, par exemple, tendent à disparaître du fait de l'utilisation d'autres forces naturelles. Le milieu physique ne constitue donc presque jamais d'obstacle au développement complexe de la nation.

Le second élément de l'économie nationale sera constitué par le capital, qui « est le fond composé de moyens de production créés et conservés en vue de faciliter l'œuvre du travail industriel ». (4). C'est une force productive matérielle, qui s'accroît avec la capacité industrielle de l'homme, de telle sorte que chaque génération peut, par ses découvertes et la continuité de ses efforts intellectuels et matériels, augmenter le capital de ses pères. Grâce à cette ac-

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 218.

(3) On peut consulter sur ces différents points les ouvrages de M. Jean BRUNHES : *La géographie humaine de la France*, et de Norman ANGEL.

cumulation progressive de capitaux, l'industrie moderne a acquis une prodigieuse puissance. La fortune nationale est ainsi constituée par le capital foncier et mobilier servant à la production et par les réserves faites sur le fond d'approvisionnement formé par les capitaux antérieurs. A la fortune nationale, l'auteur du Cours d'Economie oppose le revenu national, qui est alimenté par l'accroissement périodique des richesses effectives. Ce revenu est partagé en plusieurs parts; selon lui: 1° La première est utilisée par la consommation et l'entretien des producteurs;

2° La seconde, à des consommations de jouissance et de bien-être;

3° La dernière enfin, affectée à l'épargne et à l'accroissement des moyens de production. C'est celle qui est la plus importante pour le développement de l'économie nationale; elle servira à des travaux d'utilité publique et au perfectionnement des procédés de production. « Si l'activité industrielle parvenait simplement à reconstituer une quantité de richesses égale à celle qui a été consommée pour la produire, la société périrait puisque la source de renouvellement des richesses serait tarie ». (5). Le progrès ne pourra se réaliser que par l'excédent de la production sur la consommation. Le but de l'activité économique sera d'élever le revenu national au-dessus des biens nécessaires à l'entretien des travailleurs et à l'amortissement du capital de production. S'ensuit-il, d'une manière assurée, que l'épargne augmente le capital national: « En réalité, dira Cauwes, elle n'a une heureuse influence sur le développement de la richesse que si l'homme sait discerner, avec les lumières de sa conscience et de sa raison, quels sont ses véritables intérêts ou ceux de ses semblables ». (6). L'auteur du Cours critique ceux qui approuvèrent l'épargne d'une ma-

(5) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 287.

(6) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 297.

nière systématique: lui considère que des sociétés où l'épargne serait prise sur le nécessaire n'auraient devant elles que la ruine. Pour qu'elle soit fertile et augmente le capital national, il faut qu'elle soit prise uniquement sur les consommations inutiles. « Il ne faut pas que l'épargne cesse d'être un moyen pour devenir un but, sinon elle est nuisible aux individus eux-mêmes et ce n'est pas seulement au point de vue de l'économie nationale qu'il y a lieu de la blâmer ». (7). Cette attitude curieuse de Cauwes vis-à-vis de l'épargne fit naître parmi les économistes classiques de sévères critiques, entre autres, celle de Baudrillart, dans la Revue des Deux Mondes de 1885.

La population (8) constitue enfin un des éléments primordiaux de la vie économique nationale; c'est d'abord pour elle une question de souveraineté et d'indépendance. La puissance militaire des Etats croît en raison directe de sa population et à civilisation égale, nul doute que les grandes nations à populations compactes n'obtiennent la suprématie. L'aspect quantitatif de la population est donc de premier plan pour le développement économique. Cependant l'auteur du Cours remarque que l'aspect qualitatif est au moins aussi important. « Ce qui fait essentiellement la puissance productive, c'est l'homme, son intelligence, ses habitudes de moralité, son degré de sociabilité, l'étendue de son savoir, en un mot, ce sont les forces productives humaines » (9).

(7) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 298.

(8) CAUWES a établi lui-même les rapports qui existent entre l'homme et le capital en écrivant: « Le capital est une force productive matérielle, mais il n'est rien sans l'intelligence qui lui donne naissance et le fait valoir. C'est pourquoi la formation du capital, au point de vue de l'économie nationale, est lente ou rapide selon la valeur intellectuelle de l'homme et l'état d'avancement de l'art industriel qui le guide dans son travail. » (Tome I, p. 289.)

(9) Ce passage justifie le rôle de tout premier plan joué par les entrepreneurs dans l'économie nationale. On pourrait l'éclairer de l'illustration admirable que lui a faite M. Siegfried dans son ouvrage sur les Etats-Unis.

Si la puissance productive de travail reste souvent intacte, après de terribles secousses politiques ou sociales, cela tient à la permanence des qualités morales et intellectuelles d'un peuple. Il faut donc s'efforcer de développer la qualité de la population pour en accroître sa valeur productive. C'est par l'éducation, la culture de la science, l'esprit d'analyse, la conscience au travail et l'énergie qu'on peut l'acquérir. L'économie politique a un rôle pédagogique à jouer qui « est de vulgariser les principes qui président aux combinaisons sociales de l'industrie:... la raison d'être du travail et les procédés scientifiques ». (10). L'Etat doit également assurer la sécurité intérieure et extérieure, développer le progrès matériel, intellectuel et moral, pour que le milieu ambiant soit favorable au travail intensif. Il n'est pas jusqu'à la répartition territoriale de la population qui n'ait une importance, au point de vue de la production nationale. Cauwes critique la loi de Ricardo, suivant laquelle la concurrence entre ouvriers serait parfaite, grâce à l'existence d'un marché universel de travail. En fait, la force de l'habitude retient les ouvriers là même où ils sont mal payés. De grandes différences de salaires subsistent dans la même industrie, d'une localité à l'autre. On saisit par là combien le développement complexe peut être nécessaire dans certains cas pour donner du travail à des ouvriers peu payés ou en chômage.

Ainsi donc, après avoir passé en revue ces divers éléments économiques, on devra étudier le groupement le plus apte à favoriser le développement maximum de la puissance nationale. C'est d'ailleurs par cette théorie du développement complexe, que se caractérise l'Ecole d'Economie nationale.

(10) Cette idée est admirablement développée dans un chapitre du tome I, p. 429, intitulé: « Puissance productive et richesses. » Il y montre le rôle de premier plan joué, dans la production, par la volonté, l'énergie et la culture humaine et traditionnelle.

CHAPITRE III

La Nation normale

L'idée de la « nation normale » sera différente, suivant que l'on admettra ou non les principes d'Economie nationale. Dans le premier cas, le but à atteindre sera le développement national complexe, dans l'autre la spécialisation, dans une ou plusieurs branches de l'industrie ou de l'agriculture, particulièrement favorisée par les circonstances.

List a laissé, de cette nation normale, un portrait célèbre, cité par Cauwes : « Elle possède une langue et une littérature, un territoire étendu, pourvu de nombreuses ressources, une population considérable; l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce et la navigation y sont harmoniquement développés... Elle possède des forces de terre et de mer suffisantes pour défendre son indépendance et pour protéger son commerce extérieur. Elle exerce de l'influence sur le développement des nations moins avancées qu'elle; et, avec le trop plein de sa population et de ses capitaux, elle fonde de colonies et enfante des nations nouvelles ». (1).

(1) Passage de LIST, cité directement par CAUWES dans son *Cours*

L'auteur du Cours approuve cette manière de voir; c'est dans la convergence des forces productives que se trouvent l'idéal et le but à atteindre de toute politique nationale; mais cette convergence doit être soumise à des règles particulières.

En premier lieu, la vie économique doit tenir compte des principes de centralisation et de décentralisation. Elle doit circuler dans toutes les parties du territoire: « Une constitution économique (2), dans laquelle toute la vie serait concentrée autour d'un seul foyer, attirée vers un centre unique de population serait certainement vicieuse, puisque la vie affluerait au cœur et ne parviendrait pas aux extrémités. A l'inverse, en l'absence d'un foyer principal d'attraction, il n'y aurait pas d'unité économique véritable ». (3). Ces centres régionaux devront être harmoniquement développés, mais soumis cependant à l'influence du foyer central. Dans la nation normale, les voies de communication doivent être établies d'une façon favorable à la fois à la concentration intérieure et au rayonnement extérieur. Les grandes artères doivent être établies de manière à converger des extrémités vers le centre. Par ailleurs, le maintien de l'équilibre des forces exige que les travaux publics et autres mesures prises dans un intérêt régional ne soient dispensés qu'après examen scrupuleux des conséquences qui doivent en résulter pour les autres intérêts en présence. Cauwes attache, en ce domaine une grande importance à l'action intelligente de l'Etat.

Mais une des nécessités les plus affirmées sera le déve-

d'économie politique, tome I, p. 136. (LIST, *Système national d'économie politique*. Traduction Richardot. Paris 1851, p. 280.)

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 137.

(3) CAUWES a écrit: « Le développement harmonique des forces économiques nationales implique l'existence d'un centre principal et d'un certain nombre de centres secondaires d'attraction, qui retiennent autour d'eux une partie de l'activité économique. » (*Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 137.)

loppement parallèle et la solidarité des différentes branches de l'industrie, autrement dit du développement complexe. Sans assimiler étroitement les nations à des êtres vivants comme le firent certains philosophes, Cauwes compare, suivant la formule de List, le système économique à la physiologie. « Les parties multiples qui les constituent (les nations), ainsi que les cultures, les fabriques et le commerce sont intimement associés et soumis à une loi de croissance intérieure; comme les organes d'un même corps, elles languissent ou se développent en même temps ». (4).

Cette loi de solidarité des industries a été énoncée avant Cauwes par Adam Smith, puis profondément par List et Carey. Par contre, les économistes de l'école Smith, infidèles à sa doctrine, professent qu'un large développement économique est compatible, et sans inconvénients, avec un état industriel exclusif, ou agricole, ou manufacturier, ou commerçant. Il importe donc, selon Cauwes, de saisir les raisons qui militent en faveur de la solidarité, d'une part de l'agriculture et de l'industrie, d'autre part des différentes industries du même pays. Toutefois Carey (5) avait réduit les avantages du développement complexe aux seules économies de transport: aussi est-ce à List et à Cauwes que revient le mérite d'avoir élargi et généralisé son utilité. Cette dernière existe au triple point de vue suivant: tout d'abord au point de vue de la défense nationale, ensuite au point de vue directement économique, et enfin dans un intérêt social. C'est suivant ces trois directives que nous allons l'analyser.

§. 1 — *Défense nationale*

Il existe au sujet de la défense nationale un certain nombre d'industries nécessaires, dont une nation indépendante

(4) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 478.

(5) CAREY, *Principes de la science sociale*, Paris 1861 .

ne saurait dépendre de l'étranger. Parmi ces industries, quelques-unes se rattachent à la puissance militaire, ainsi la marine et la métallurgie, d'autres satisfont à des besoins indispensables de consommation; telle l'agriculture (6). « L'ère de la paix perpétuelle fut-elle ouverte entre les nations, s'écrie Cauwes, l'indifférence doctrinaire à l'égard des industries nécessaires ne se justifierait pas davantage. Les Etats restant distincts et souverains, l'un d'eux pourrait encore par des lois restrictives s'opposer à l'exportation des produits nécessaires à la consommation des autres pays... Faut-il laisser s'éteindre les industries nécessaires à l'indépendance nationale, comme si l'Etat universel était définitivement institué ».

Ce n'est d'ailleurs pas sans regret qu'il constate les rivalités industrielles et les régimes de paix armée. Mais la réalité inexorable et les déceptions passées le forcent à s'en tenir aux données positives. Cauwes insiste d'ailleurs en ajoutant: « Aux différents points de vue qui viennent d'être énoncés, on reconnaît que la thèse de la protection rationnelle des industries nationales et l'auxiliaire du principe de l'indépendance des Etats, tandis que le libre-échange absolu favorise l'établissement des grandes suprématies industrielles et maritimes. Aussi suffit-il de dire après Thiers, que « la liberté politique est la protection des faibles, la liberté commerciale intempestive est le triomphe du plus fort » (7). Voici donc une première justification du développement complexe; ce n'est pas la seule.

§ 2. — *Intérêt économique*

« La constitution normale des nations parvenues au plus haut degré de civilisation, lorsque le climat et l'étendue du territoire le permettent, écrit Cauwes, est l'état

(6) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 485.

(7) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 501.

industriel et complexe, la corrélation entre la culture des terres et le travail manufacturier ».

Il est logique qu'industrie et agriculture vivent solidaires l'une de l'autre. Ainsi, les populations industrielles tirent leurs moyens de subsistance de l'exploitation agricole avoisinante; par ailleurs, les agriculteurs achèteront leurs produits manufacturés dans la ville proche, où ils sont fabriqués. L'économie de transport en constitue le premier intérêt, mais la production agricole et industrielle en retirent par ailleurs d'autres avantages. Suivant l'auteur des Cours d'Economie, l'agriculture a :

1° Des débouchés mieux définis et plus assurés, (8) lorsque ses produits sont utilisés par la consommation régionale. L'équilibre souvent difficile entre production et vente sera beaucoup plus facile à calculer et à réaliser. Sauf, bien entendu, l'action des désastres naturels sur les récoltes.

2° L'agriculture a besoin de différents instruments agricoles qu'il lui sera plus facile et moins onéreux de se procurer à brève distance que de les faire venir de loin. Elle peut trouver, grâce à l'industrie voisine, des moyens d'amélioration du sol, matériel de drainage et d'épuisement. Elle reçoit par ailleurs, de la ville, différents éléments de bien-être, qui permettent souvent d'enrayer l'exode rural.

3° Le progrès industriel crée de nouvelles utilisations pour des cultures spéciales, comme celles des plantes textiles, tinctoriales et betterave.

4° L'agriculture reçoit du voisinage industriel divers

(8) ADAM SMITH a écrit sur ce sujet : « Le grand commerce de toute société civilisée est celui qui s'établit entre les habitants de la ville et ceux de la campagne. Il consiste dans l'échange du produit brut, contre le produit manufacturé... Tout ce qui tend à diminuer dans un pays le nombre des artisans et des manufactures, tend à diminuer le marché intérieur, le plus important de tous les marchés pour le produit brut de la terre, et tend, par là, à décourager l'agriculture. (*Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations.*)

produits fertilisants qui augmentent son rendement, engrais industriels et sous-produits d'usine.

On voit que, pour ces diverses causes, l'agriculture a un intérêt primordial à trouver dans son voisinage une industrie développée. Mais cette dernière en bénéficie elle aussi :

1° Elle possède des débouchés plus sûrs et plus constants que ceux du commerce extérieur, qui, pour une cause ou une autre peuvent cesser totalement.

2° Elle acquiert une pleine indépendance, lorsque sa consommation agricole est assurée par la production régionale : « Il n'y a pas à craindre l'interruption des arrivages pendant la durée d'un blocus ou d'une guerre continentale, ou bien encore par suite des changements dans la production agricole des autres pays ». (9).

3° L'instabilité du crédit, la fréquence des crises ministérielles pèsent beaucoup plus lourdement sur les classes laborieuses d'un pays qui est obligé d'acheter à l'étranger une grande partie de son approvisionnement en matières alimentaires. Par ailleurs les perturbations sociales et politiques causent des dommages plus immédiats et plus difficiles à réparer, à l'industrie manufacturière qu'à l'agriculture.

C'est donc avec juste raison que Cauwes a pu écrire :

« De tout ce qui précède, résulte bien la preuve de la dépendance mutuelle des branches de la production d'un même pays et de l'harmonie qui existe entre les deux branches principales du travail : l'agriculture est intéressée à la prospérité de l'industrie manufacturière, et vice versa ». (10).

Il cite d'ailleurs plusieurs faits à l'appui de sa théorie. La Hollande et la Belgique réalisaient à l'époque cette

(9) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 489 et s.

(10) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 490.

juste répartition nationale. Par contre, l'agriculture allemande souffrit jusqu'au milieu du XIX^e siècle de la déficience industrielle et de la faible population des villes : fait qui eut une forte influence sur les théories de List. Il n'est pas inutile de rappeler qu'au XIX^e siècle, en France, l'agriculture se trouvait par rapport à l'industrie, dans une situation peu enviable. Il est donc probable que Cauwes a particulièrement insisté sur cette solidarité pour éviter le désastre de la campagne française, désastre évité par les modifications douanières de 1885 et 1892.

Enfin, le développement complexe est nécessaire entre les diverses industries d'un même pays. L'équilibre de la production est ainsi mieux assuré. Une grande concentration de capitaux permet évidemment une économie de frais généraux et, par conséquent, les industries qui veulent triompher sur les marchés étrangers sont portées à augmenter la puissance de leurs moyens de production : « Malheureusement, écrit Cauwes, si la capacité de production peut toujours se dilater davantage, elle n'est guère susceptible de contraction ». (11). Sans doute, la fabrication qui se limite au marché intérieur est exposée aux crises industrielles, mais des entreprises moindres s'adaptent mieux aux débouchés immédiats qui sont plus facilement susceptibles de calculs approximatifs : sur le marché national, l'écart entre la production et la consommation tend rapidement à se régler, tandis que dans les très fortes industries, les crises se font sentir plus durement.

De toute évidence, d'ailleurs, comme le fit justement remarquer Carey, les frais de transport s'ajoutent au coût de production et augmentent les prix. Il est donc intéressant de les éviter, tant pour la consommation nationale, que pour le prix de revient des produits fabriqués. Or, dans un régime de développement industriel complexe, les ma-

(11) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II. Consulter le parag. 714. « Protection rationnelle et travail national ».

tières premières sont autant que possible travaillées sur place afin d'obtenir des produits manufacturés. Les produits bruts destinés à la consommation du pays de production peuvent n'en pas sortir s'il existe, régionalement, des manufactures capables de les transformer. Ainsi remarque Cauwes: « Les produits fabriqués sont proportionnellement à leur valeur, moins lourdement grevés par les frais de transport que les produits bruts ». (12). De toutes façons donc, on évite par le développement complexe, une perte de capital et de travail.

§ 3. — *Intérêt social*

En troisième lieu, enfin, le développement complexe possède un intérêt social de tout premier ordre, qui se manifeste de plusieurs manières. Il augmente tout d'abord la somme de travail de la population nationale et diminue le chômage; puis remédie à l'instabilité des salaires, enfin permet d'éviter de nombreux désastres sociaux et politiques.

Le développement industriel complexe permet tout d'abord, selon Cauwes, de donner à la population des emplois plus nombreux et variés. Des objections ont cependant été faites: « La spécialisation industrielle, sous le régime de la liberté des échanges ne donnerait-elle pas au travail national autant d'aliments, si elle opérait relativement à une ou plusieurs industries à large consommation ? Lorsqu'il s'agit d'industries de première nécessités et à très larges débouchés, on ne peut nier que, momentanément, la somme de travail national procurée par cette spécialisation soit aussi importante que celle procurée par une production complexe ». Aussi les libres-échangistes objectent que l'on ne peut augmenter arbitrairement la somme de tra-

(12) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 500.

vail et que, si celui-ci ne suit pas sa destinée naturelle, on diminue simplement la productivité nationale. A ces arguments Cauwes répond que: d'une part, la quantité de travail fournie par l'industrie nationale n'est pas fixe, cette quantité variant en période d'expansion ou de restriction de l'activité industrielle, chômage; d'autre part que la population est un élément augmentant légèrement, mais augmentant certainement dans les temps de prospérité industrielle.

Quel que soit le résultat de cette controverse, le régime complexe possède toujours une supériorité quant à la production à venir, car il est impossible de prévoir, si ce ne sont pas les industries actuellement les moins puissantes qui prendront, par la suite le plus grand développement. Stuart Mill (13) ajoutait: « Souvent la supériorité d'un pays sur l'autre tient tout simplement à ce que le premier a commencé plus tôt. Il se peut qu'il n'y ait aucun avantage naturel d'un côté, aucun désavantage de l'autre, mais seulement une supériorité actuelle d'habileté et d'expérience ». Cauwes a saisi, lui aussi, qu'il fallait comprendre la marche du temps dans l'étude d'une situation économique; l'avenir étant rendu imprévisible par de nouvelles découvertes scientifiques, et par les modifications des besoins humains: « Il y aurait souvent erreur à considérer comme nécessaire et permanente la supériorité actuelle de certaines industries étrangères.

Il permet, en second lieu, selon Cauwes (14), d'échapper à l'instabilité des salaires. En effet, dans un régime de spécialisation industrielle, la diminution du prix de revient

(13) STUART MILL, Principes II, livre V, chap. 10.

(14) CAUWES ajoute, t. II, p. 479: « Les nations sont en continuel travail de transformation, de développement; il est donc inexact de les supposer passives et immobiles. Diverses causes de supériorité ne sont pas constantes mais transitoires. Quant aux vieilles sociétés, comment concilier l'hypothèse de l'immobilité avec la doctrine sur la population de Malthus, avec le principe de la rente de Ricardot? »

nécessaire pour conserver les marchés extérieurs, en période de crise, nécessite une baisse souvent considérable des salaires. Par ailleurs, suivant les phases de production de la grande industrie, ils sont obligatoirement instables, au détriment des travailleurs. Il est indiscutable que la production dirigée vers le marché intérieur présente beaucoup moins d'à-coups.

Ce qui frappe donc, avant tout, dans cette étude du développement national, c'est l'intérêt que porte à la question sociale, l'auteur du Cours d'économie politique. On sent que pour lui, les acteurs de la vie économique ne sont pas des être inanimés, mais des hommes sensibles et des nations dignes d'admiration et de dévouement. Il ne s'agira plus uniquement d'accumuler des richesses au mépris des désastres possibles: Cauwes veut éviter, avant tout, les troubles sociaux et politiques. Il désire assurer à son pays un équilibre favorable au bien-être humain, équilibre présent, mais aussi équilibre futur, utile pour les générations de l'avenir. On connaîtra, par la suite, la méthode préconisée par Cauwes pour obtenir ce développement complexe des éléments économiques nationaux.

(14) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 498.

DEUXIÈME PARTIE

La Politique Nationale

Ayant établi la nécessité d'une action économique nationale, il reste à en définir les conditions. C'est ici que Cauwes établit la clé de voûte de son système: comme il est impossible que l'action des particuliers soit en ce domaine suffisamment cohérente, l'Etat en sera chargé: « C'est un être moral qui a pour mission de développer les forces latentes de la nation, de provoquer l'éclosion de ses facultés ». (1). Or, il importe de souligner l'intérêt de cette théorie en contradiction formelle avec les idées généralement admises de l'époque: selon Cauwes l'Etat n'est pas un mal, mais un élément indispensable de civilisation; alors que pour un certain nombre de causes, qu'il est intéressant d'examiner, on considérerait, à cette époque, son action économique comme néfaste. Selon Bluntschli et l'auteur du Cours d'Economie, cette notion toute pessimiste s'était formée sous l'empire de préoccupations accidentelles. Elle

(1) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, ch. IV.

(2) Michel CHEVALIER, lui aussi, a montré nettement l'origine de la doctrine restrictive et selon Cauwes l'a réfutée avec une rare impartialité (*Cours d'économie politique*, Paris.)

naquit pendant la Révolution française, à la suite de certaines erreurs commises par le gouvernement monarchique. Alors que la mode de 1790 était au point de vue politique celle du despote éclairé, l'idéal de 1790 fut au contraire celui de la liberté et d'une certaine tendance à l'anarchie. Mais à la suite du despotisme impérial, l'opinion traita le pouvoir public en ennemi, en puissance nuisible. Les traités d'économie politique posaient en principe, que l'action de l'Etat doit être nécessairement réduite, qu'il est maladroît et prodigue d'argent. D'ailleurs, comme le remarque finement Cauwes, la non-intervention de l'Etat était aussi autre chose qu'une thèse scientifique, c'était une arme d'opposition dont se servaient ceux-là même qui ont pour idéal le gouvernement absolu.

Quoiqu'il en soit, cette idée péjorative n'avait selon Cauwes qu'une valeur de transition, l'Etat devait réapparaître comme un infatigable et bienfaisant auxiliaire, comme un tuteur appui. Lorsque la science économique fait intervenir le gouvernement qui en est l'expression, elle doit le supposer national par son origine comme par ses tendances. Il ne doit pas se réduire vis-à-vis de la société à des fonctions de surveillance et demeurer étranger à l'action, lui qui, cependant, comme son nom l'indique est appelé à tenir le gouvernail (3). D'ailleurs, la nécessité de cette intervention est plus nécessaire en France que dans d'autres pays. « L'identification de la puissance publique et du sentiment national, ajoute Cauwes, est l'une des plus grandes forces morales de l'Allemagne: il se peut, si l'on en juge par de récents écrits d'outre-Rhin que le culte de l'Etat y tourne à l'idolâtrie, mais l'opinion publique, en France, a trop à se guérir du mal contraire, pour qu'il y ait à craindre la contagion ». (4).

(3) Consulter Michel CHEVALIER, *Cours d'économie politique*, tome II, 6^e leçon.

(4) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 162.

Il ne faudrait pas croire cependant, que notre auteur fut un des premiers en France à réhabiliter l'action de l'Etat. Dupont-White (5) l'avait tenté avant lui, et principalement Michel Chevalier qui, s'il fut un partisan décidé du libéralisme douanier, n'en a pas moins réagi contre la tendance anti-étatiste, probablement sous l'influence de Napoléon III et de ses antécédents saint-simoniens. Toutefois, aucun n'avait considéré le problème sous l'angle franchement économique, de telle sorte que Cauwes fut le premier en France à envisager la possibilité d'une action et d'une politique nationale. La position d'ailleurs était délicate, car intermédiaire entre l'individualisme classique et le socialisme, elle risquait d'attirer l'hostilité générale.

Sachant que Cauwes approuve une politique économique étatiste, il est intéressant de connaître la délimitation des compétences qu'il établit entre l'action des individus et celle de l'Etat. Trois doctrines principales sont en présence, d'une part, l'individualisme, considérant que toute action doit dépendre de l'initiative privée, d'autre part le socialisme sacrifiant l'individu à l'Etat, enfin une troisième, la sienne: « doctrine éclectique qui fait une répartition aussi convenable que possible entre les deux forces rivales » (6). Encore une fois, faut-il noter le côté réaliste de cet esprit, qui laisse de côté les théories, pour n'apercevoir que les nécessités pratiques. Dès le début de son étude, Cauwes reconnaît cependant, comme ligne générale, que l'industrie et la production économique sont, avec le progrès de la civilisation, appelées à vivre sous le régime de la coopération libre et volontaire (7). Mais, selon lui, on ne peut reconnaître la valeur d'une doctrine intermédiaire,

(5) On sait déjà que *l'Individu et l'Etat*, de DUPONT-WHITE, fut à la base de la doctrine de Cauwes, en ce qui concerne les rapports de l'Economie et de l'Etat (Paris, 1865).

(6) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 150.

(7) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 150.

qu'en rapport avec l'exagération des doctrines extrêmes, individualisme et socialisme: on le verra de suite.

*
**

Que reproche-t-il, d'abord, à l'individualisme d'Adam Smith et de l'école libérale classique ? Comme d'habitude, l'auteur du Cours d'Economie se base sur l'histoire: il remarque que ce qui a fait généralement la puissance économique et industrielle d'une nation, ce n'est pas la liberté, mais l'action gouvernementale. Colbert et Napoléon ont accru la force de la France, en l'isolant des autres pays. D'ailleurs l'industrie et l'agriculture ne peuvent pas se passer de tout encouragement, de tout soutien et de tout redressement: elles ne sont parvenues que graduellement à la liberté. Ce sont les phases de réglementation et de monopole, qui ont contribué à en faire ce qu'elles sont. Les industries de chaque nation d'Europe sont nées de l'action gouvernementale, qui les isola pendant le temps nécessaire à l'éducation de leurs forces productives, mais pour cela, il a fallu l'intervention de la puissance publique sous forme de droits de douane, de moyens de surveillance et de contrainte. L'individualisme est ainsi une doctrine qui, historiquement, n'a pas favorisé l'essor économique: tout au moins à ses débuts, car Cauwes admet que lorsque les nations sont arrivées à un degré de développement complet, ce même individualisme peut leur être profitable. Par ailleurs, l'individualisme commet une forte erreur, en ne voyant qu'un intérêt privé dans la vie économique. Commerce, agriculture et industrie présentent, pris dans leur ensemble, un intérêt national. L'initiative privée dirige les particuliers vers les emplois les plus fructueux pour leurs capitaux ou leur activité, mais qui ne coïncident pas toujours avec l'intérêt du pays. C'est ce même intérêt qui leur impose par l'intermédiaire de l'Etat, des sacrifices qu'ils ne consenti-

raient pas autrement (8). Ainsi donc, la doctrine individualiste n'a pas été, d'une façon générale, créatrice.

Il ne faudrait pas croire, pour ces motifs, que Cauwès la considère comme entièrement condamnable, et c'est ainsi qu'il résume sa pensée : « L'initiative privée a une souplesse incomparable. Elle crée des forces individuelles pleines d'ardeur et d'énergie. C'est pour cela que la collaboration libre est, lorsque l'industrie est parvenue à un degré suffisant de puissance, le régime le plus favorable au progrès social (9) ». Ainsi ces lignes contiennent-elles toute la pensée profonde et originale de Cauwès : l'individualisme est un but à atteindre, un idéal, vers lequel doit tendre toute société, mais qui n'est pas en lui-même un moyen, et n'a, par ailleurs, qu'une valeur essentiellement relative. Cette idée avait déjà été mise en pratique par des hommes d'action, mais n'avait pas été, à part List, exprimée jusque-là aussi nettement en doctrine (10).

*
**

Par ailleurs, les socialistes prétendent remédier au mal indiscutable qui, Cauwès le reconnaît lui-même, existe dans la société actuelle, au moyen de nouveaux modes d'organisation du travail, établis par voie d'autorité. Cette solution aboutit à la suppression de l'action individuelle dans la vie économique et à la répartition des richesses devenant une branche des fonctions publiques. Pour l'auteur du Cours, l'unique question est de savoir si l'Etat peut faire aussi bien ou mieux que les producteurs libres. Or,

(8) Cauwès écrira par ailleurs (*Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 170) : « La prétendue éclosion spontanée des organismes nécessaires au bon ordre de la société ne pourrait s'expliquer. »

(9) CAUWÈS, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 176.

(10) List, toutefois, avait déjà fait l'éloge de cette politique essentiellement positive.

il est persuadé de l'infériorité du socialisme, infériorité quant au ressort d'activité et impossibilité d'une direction intelligente et efficace; tels sont les deux vices fondamentaux des plans de réforme de l'industrie conçus par les socialistes. Par quoi remplacera-t-on, selon eux, comme mobile d'action, l'intérêt personnel: par le sentiment du bien d'autrui; c'est pour notre auteur une grande illusion. On peut se demander quelle autorité serait assez clairvoyante pour analyser et combiner les faits économiques de la production et de la consommation. Sans doute, un gouvernement central pourrait mieux rassembler les documents statistiques que les particuliers, mais saurait-il donner l'impulsion nécessaire à l'économie ?

Il faut toutefois reconnaître, selon Cauwes, ce qu'il peut y avoir de réel dans les critiques socialistes de la production capitaliste. « C'est une réaction excessive mais légitime dans son principe, contre l'individualisme, l'étroitesse et l'exclusivisme de l'intérêt personnel envisagé comme unique ressort d'activité et unique régulateur de l'harmonie sociale (11) ». Ce mouvement socialiste a déterminé une juste réaction contre la restriction excessive des pouvoirs de l'Etat, qui a pris conscience de ses devoirs en fait d'instruction, réglementation protectrice du travail, travaux publics, prévoyance et mesures d'assistance. Il observe que les auteurs socialistes ont contribué à propager l'esprit d'association, or l'association est le correctif nécessaire à la dissociation des forces résultant de la coopération industrielle libre et aux inégalités de la concurrence.

Entre ces deux doctrines, qui toutes deux sont intéres-

(11) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 163: « Par quoi, en effet, remplace-t-on comme mobile d'action l'intérêt personnel ? Les uns disent par le sentiment du bien d'autrui, de l'intérêt général ou de l'émulation, les autres par le respect de la hiérarchie, par l'autorité... C'est se faire une grande illusion que de croire qu'un mobile aussi désintéressé aurait beaucoup de prise sur la plupart des hommes... »

santes et contiennent une part de vérité, Cauwes s'en tient, en définitive, à une théorie éclectique, qui fait une répartition d'attributions aussi équitable que possible entre les deux forces rivales. En principe, l'industrie et la production économique sont appelés, avec les progrès de la civilisation, à vivre sous le régime de la coopération libre et volontaire, mais l'Etat a un rôle à jouer et un rôle primordial dans la politique économique nationale.

I

ACTIVITÉ INTERNE

CHAPITRE PREMIER

Domaine d'intervention

Cauwes établit une discrimination des attributions de l'Etat à égale distance entre l'individualisme et le socialisme. Elle est faite suivant les nécessités de l'Economie nationale, et non pas suivant l'intérêt présent des individus. Son but sera le développement complexe et maximum des possibilités économiques du pays. C'est ainsi que Cauwes aboutit à des solutions souvent nouvelles et originales. Pour étudier cette action, divisons, comme presque tous les économistes, les attributions de l'Etat en services essentiels et facultatifs.

En fait, on trouve peu de divergences dans la doctrine au sujet des services essentiels. A part Spencer (1) dont

(1) H. SPENCER, *L'individu contre l'Etat*, traduit par J. Gerschel, Paris 1888 (p. 221).

l'individualisme radical est exceptionnel, tous les économistes sont obligés d'en reconnaître l'utilité, car on ne peut concevoir sans eux de société viable. Selon Cauwes, ces services sont ceux dont « l'organisation importe à l'ordre social des pays civilisés et qui pour cette raison ne peuvent pas rationnellement ne pas être confiés à l'Etat ». (2). Ce dernier doit se charger obligatoirement de la police et de la justice, de la force armée et de la défense nationale, du service des finances et des impôts. Le seul point délicat était celui de l'instruction publique. On a vu l'importance que l'auteur du Cours d'Economie y attache ; par l'instruction, on augmente la valeur qualitative de la population et ainsi la puissance nationale, parce que l'intelligence, la culture et le goût ont une grande influence sur le travail matériel et intellectuel. L'instruction publique sera donc un service essentiel. Il est intéressant de remarquer que cette idée était très discutée à l'époque au nom des pouvoirs du chef de famille et que Cauwes prend nettement parti dans le sens étatiste. Donc, à propos de ces services essentiels, aucune divergence profonde ne le sépare de l'école classique. Il n'en est pas de même en ce qui concerne les attributions facultatives.

*
**

Doit-on limiter le rôle de l'Etat aux services essentiels, comme le firent les économistes classiques intransigeants ? Ce serait une erreur, suivant Cauwes, car « il peut exister à côté des attributions publiques essentielles, des attributions purement facultatives, lesquelles sont confiées à l'Etat ou bien retenues par l'initiative privée, selon les raisons d'opportunité et de convenance ». (3). Les solutions seront

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 188.

(3) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 193.

donc relatives, subordonnées aux conditions de temps, lieu et circonstances, et ne comporteront pas d'énumération absolue. Elles seront dirigées vers l'action, empreintes des nécessités de la vie pratique et par ce fait même des principes d'Economie nationale. Lorsque cette dernière sera en jeu, le rôle de l'Etat deviendra nécessaire.

1° Pour une action supplétive. Quand l'activité privée ne pourrait remplir un but utile, il est indispensable que l'Etat agisse (4). D'ailleurs, le remarque justement Cauwes, l'individu n'a conquis sa liberté qu'avec l'aide de l'Etat. Les intérêts industriels lui doivent des colonies, des moyens de communication, des moyens de crédit que l'initiative privée n'aurait pu lui assurer. Adam Smith reconnaît lui-même l'utilité de cette action supplétive, de même que Stuart Mill; ils ne vont toutefois pas jusqu'à reconnaître comme le fait Cauwes, l'utilité, dans certains cas déterminés, de la production par l'Etat. Pour eux, la production industrielle est le domaine propre de l'initiative privée, et l'action gouvernementale est toujours moins économique que cette initiative particulière. L'auteur du Cours considère ces critiques comme exagérées; pour lui, l'infériorité des manufactures d'Etat sous le rapport de la direction et de l'économie n'est qu'un procès de tendance: « On ne saurait donc, selon lui, ni approuver, ni condamner absolument la prétention de l'Etat de donner l'exemple à l'industrie privée ou d'entretenir certaines productions de haut goût ». (5). Dans beaucoup de cas d'ailleurs, les monopo-

(4) CAUWES écrira, dans son *Cours*, tome I, p. 194: « Si donc l'action de l'Etat a quelque vertu pour le progrès économique, même lorsqu'elle se limite aux attributions directes de la souveraineté, pourquoi supposer qu'elle est nécessairement un mal, dès qu'elle se propose un autre objet ? Il faut beaucoup de parti-pris pour contester qu'elle soit une force d'initiative pouvant agir à défaut des particuliers, donner l'exemple ou l'impulsion, enfin soumettre la société économique à une discipline salutaire. »

(5) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 196.

les offrent un avantage sur l'exploitation privée, ainsi le service des postes; de telle sorte que pour critiquer ou approuver l'intervention gouvernementale, il faut considérer avant tout le cas en lui-même, sans s'embarrasser de théories et n'avoir pour but que l'intérêt national.

2° Action auxiliaire de l'Etat. L'Etat a un rôle à jouer en ce qui concerne l'instruction publique supérieure, les beaux-arts et la culture des sciences spéculatives. Rôle reconnu d'ailleurs par Stuart Mill (6) et Rossi, lorsqu'il comporte une amélioration de la valeur nationale. Les moyens d'encouragement aux industries particulières ne doivent pas non plus manquer: ce sont des exemptions, des secours, des subventions ou des prêts, des primes, des fournitures publiques et des distinctions honorifiques. Les mesures douanières, dont l'effet est de créer ou de protéger l'industrie nationale contre la concurrence étrangère feront l'objet d'une étude spéciale.

3° Action tutélaire et réglementaire. L'Etat a, dans ce domaine, une mission spéciale: « C'est d'éclairer l'industrie privée et la doter d'institutions qui lui permettent d'exprimer des vœux, ou qui établissent un certain règlement quant au conflit des intérêts privés (7). » Cauwes reproche à l'Etat de ne pas s'être jusqu'ici suffisamment acquitté de ses devoirs en la matière. Il devra recueillir les informations sur les ressources et les besoins de l'industrie, sur les forces productives. Ainsi pourra-t-il avoir une action sur le développement économique national.

Faut-il voir dans le progrès et le développement complexe, une cause qui, peu à peu, fera cesser la nécessité de l'intervention de l'Etat ? Spencer l'avait cru lorsqu'il assu-

(6) Ce dernier assure que la culture des sciences spéculatives est un service rendu à la société en général, mais qui n'assure aucune rémunération directe. Il est donc normal que l'Etat pourvoie à la rémunération de ce service.

(7) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 202.

rait que le progrès ne lui laisserait plus qu'une seule fonction, celle d'assurer le bon ordre de la société. En fait, l'essor des fonctions publiques sera parallèle au développement complexe de la nation et Cauwes reprend l'idée de Dupont-White qui écrivit: « à plus de vie, il faut plus d'organes, à plus de force, plus de règles; or la règle et l'ordre d'une société, c'est l'Etat (8). ». Une autre remarque reste à faire concernant l'opinion de l'auteur du Cours, sur la décentralisation. Il semble que Cauwes, à l'encontre des théoriciens modernes d'Economie nationale comme Lucien Brocard, n'en ait pas saisi toute la portée. Il est certain que le développement régional importe autant que le développement national. Or il écrit: « Jusqu'à quel point l'autonomie doit-elle être reconnue à ces organisations locales et régionales, c'est là une question délicate d'ordre politique. Il semble bien que la science économique ne devrait pas s'en saisir, car elle n'a pas principalement qualité pour le résoudre ». (9). C'est une lacune indéniable de sa doctrine, de ne pas s'être montré partisan de cette décentralisation régionale, administrative et industrielle.

(8) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 204: « L'Etat doit être, selon la très heureuse expression de Rossi, un agent actif. »

(9) *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 210. CAUWES écrira même plus loin: « Ce ne sont pas en effet des considérations économiques qui permettent de décider, au moins d'une manière directe, quel développement il convient de laisser à la vie municipale et provinciale. » On s'apercevra, bien au contraire, avec M. BROCARD, de leur grande importance.

CHAPITRE II

Réalisations pratiques

Après avoir examiné l'aspect théorique des attributions de l'Etat, il est très intéressant d'approfondir cette action, à propos de quelques problèmes pratiques: par exemple de l'outillage national, ensemble de l'activité de l'Etat en vue de faciliter le développement économique. Il existe en effet toute une catégorie de services, que l'activité privée ne pourrait remplir. L'Angleterre a constitué presque tout son outillage national, sans que le gouvernement soit intervenu autrement que par un large concours financier, mais cet exemple est exceptionnel et comporte beaucoup d'inconvénients.

En ce qui concerne les moyens de communication, Cauwès reprend l'expression de J.-B. Say suivant laquelle : « Un pays n'est civilisé qu'à proportion des moyens de communication qu'on y trouve ». Aucun point n'est d'ailleurs en plus droite concordance avec le développement complexe (1). Mais il importe avant tout, que la réparti-

(1) J.-B. SAY, *Traité d'économie politique*, Paris 1814, cité dans le *Cours d'écon. pol.*, tome IV, p. 12.

tion en soit faite suivant des lignes générales soigneusement établies: il faut que l'Etat ait en vue non seulement la nécessité présente, mais aussi l'utilité à venir. Une région qui sans cela serait restée inactive, peut se développer rapidement grâce à des communications faciles: « L'Etat prend soin de l'avenir économique non moins que du présent ». (2). Cette répartition équitable est encore nécessaire au point de vue du développement harmonique des forces industrielles du pays: « Favoriser l'excessive concentration vers un point, ne pas faire rayonner la vie industrielle et commerciale dans toutes les directions, ce serait rompre l'équilibre naturel des forces productives et compromettre l'avenir en altérant la constitution économique de la nation (3). ». Ainsi donc, la vie économique devra circuler dans tout le territoire, mais non pas d'une manière uniforme. Les moyens de communication ne doivent pas faire affluer la vie vers un seul foyer, vers un centre unique de population; mais par contre, en l'absence d'un foyer principal d'attraction, il n'y aurait pas d'unité économique véritable. Dans une thèse de 1914, M. Yves Le Troquer reprendra cette idée, en la développant suivant les principes enseignés par Cauwes; il sera d'ailleurs intéressant d'y revenir.

Un autre problème intéressant était celui des colo-

(2) A ce sujet, il est intéressant de consulter l'ouvrage d'Yves Le Troquer, analysé à la fin de cette étude: *De la politique économique, administrative et financière à suivre en matière de travaux publics*, thèse Paris 1914.

(3) M. Yves LE TROQUER, dans son ouvrage, cite de Cauwes ce passage caractéristique: « Les différents réseaux ont été combinés en vue des rapports intérieurs d'une façon principale. Mais les rapports économiques sont devenus si étroits que, par suite de certaines affinités économiques, ces relations entre les régions frontières et les régions limitrophes ont pu devenir plus fortes que celles existant entre ces régions frontières et le reste du territoire national... La vigilance de l'Etat doit se porter sur ces points pour maintenir la prépondérance des forces de cohésion sur les forces centrifuges qui pourraient prendre le dessus. »

nies (4). Quelle est leur utilité au point de vue de l'Economie nationale ? List avait écrit en décrivant la nation normale: « avec le trop plein de sa population et de ses capitaux, elle fonde des colonies et enfante des nations nouvelles ». Reprenant cette idée, Cauwes considère qu'elles sont, à l'heure actuelle, indispensables à une nation puissante. Au XIX^e siècle, l'ambition des vieilles sociétés était de rechercher dans les pays lointains, les satisfactions qu'elles ne pouvaient demander à des conflits incessants avec des peuples voisins. Leur activité trouve un but dans les conquêtes de colonisation. Sans compter que les industries souffrant de la surproduction y découvriront des débouchés. Pour l'auteur du Cours d'Economie, les mobiles sont complexes: « les uns sont d'ordre économique, ainsi le placement lucratif d'abondants capitaux, l'extension des débouchés commerciaux, la mise en valeur des pays neufs ». Et cependant J.-B. Say s'y montrait résolument hostile, considérant que leur fondation impose à l'Etat d'immenses sacrifices, sans proportion avec leur rendement pratique. Cauwes réagira contre cette tendance; pour lui, la colonisation est une œuvre nécessaire, continue. C'est l'un des plus puissants agents de progrès pour l'humanité. Mais c'est seulement à la longue que les colonies même florissantes indemnisent des sacrifices que l'Etat s'est imposé pour leur création.

(4) CAUWES leur consacre une partie importante de son ouvrage dans laquelle il traite de la législation coloniale, tome III.

II

ACTIVITÉ EXTERNE DE LA NATION

L'ouvrage de Cauwes présente le problème des relations internationales et les différents régimes douaniers sous un jour tout à fait nouveau. Trois systèmes peuvent, en effet, être envisagés, la liberté commerciale, la protection dosée et le système prohibitif. Jusqu'à lui, tous les auteurs, à part List, s'étaient décidés exclusivement pour l'un d'eux. Ils n'avaient pas su faire intervenir les conditions d'opportunité dans le temps, comme éléments principaux d'appréciation. Or, c'est ce qu'a fait Cauwes. Certes, il compose un éloge particulier de la protection rationnelle, régime vers lequel vont, non pas seulement ses préférences personnelles, mais qui présentait toutes conditions d'opportunité pour l'économie française de l'heure. Seulement, il sait reconnaître que chacune de ses trois théories a eu son rôle à jouer, à un moment quelconque de l'histoire des nations. Et finalement, c'est vers la liberté commerciale que devront tendre tous les efforts.

Il n'y a donc pas, selon lui, un régime douanier, mais des régimes douaniers, qu'il faudra savoir appliquer avec intelligence et souplesse aux différentes phases de la vie

économique nationale. A chacun, il saura reconnaître des avantages et des inconvénients; c'est la situation particulière de la nation, à un moment donné de son développement, qui décide en dernier ressort de leur utilité présente. Cauwes fut l'un des premiers à exposer ce point de vue d'une manière aussi systématique en doctrine et pour le définir, on ne saurait mieux faire que de reprendre ce qu'il écrivit dans une préface à un ouvrage d'Edmond Théry (1) : « De moins en moins, protection et libre-échange sont des drapeaux qu'on croit devoir suivre par sentiment ou joug doctrinal. On les prend seulement pour des combinaisons qu'alternativement les peuples ou tel d'entre eux, emploient au mieux des intérêts de leur politique commerciale... La politique d'affaires substituée aux systèmes est celle que l'on suit de tous côtés avec le sentiment plus ou moins juste des exigences particulières de l'économie nationale. »

Etudiant la situation économique de la France dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, Cauwes assure que seule la protection rationnelle saura lui ramener la prospérité. Et les résultats pratiques de la modification douanière de 1892 le confirment, comme on le verra par la suite.

(1) Edmond THÉRY, *Les progrès économiques de la France*, Paris 1909. Préface de Paul Cauwes.

CHAPITRE PREMIER

Critique du libre-échange

Selon Cauwes: « Il est conforme à la loi du progrès que les barrières douanières entre les nations soient abaissées: tout ami de la paix doit se réjouir de la solidarité d'intérêts économiques, dont la pratique du commerce international resserre les liens. La liberté commerciale sans restriction est, comme la paix perpétuelle, l'idéal fixe vers lequel il faut diriger ses efforts (1). » Mais comme pour la paix perpétuelle, les conditions de la concurrence économique actuelle ne permettent pas, selon lui, d'abaisser sans restriction ces barrières douanières. C'est une exagération contre laquelle il importe de réagir. La séduction d'idées qui en émane est très grande et « c'est pourquoi on s'est laissé aller à regarder comme absolument bienfaisante en toute circonstance la pratique de la liberté commerciale. » (2) Pour les économistes classiques, c'est une loi qui, en fait, ne devrait rencontrer aucune restriction: il ne faudrait établir aucune distinction entre les nationalités et

(1) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 157.

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.* tome II, p. 157.

considérer la liberté totale, comme un principe de justice et d'économie sociale: le commerce n'aurait pas de patrie.

Ce dernier principe est une erreur pour Cauwes, car cette liberté commerciale comporte une lutte dans laquelle une nation devrait éviter de rencontrer des adversaires mieux préparés. Il faut opposer, selon lui, aux séductions du libre-échange, la nécessité du développement national, aux instincts humanitaires et cosmopolites, le sentiment patriotique. On étudiera donc les différentes circonstances qui militent pour et contre cette liberté commerciale, car il ne s'agit plus ici d'une question de principes, mais d'une question d'opportunité.

Voici donc, tout d'abord, les différents arguments qu'il oppose à la doctrine libérale classique.

Pour l'auteur du Cours d'Economie, la première erreur des libres-échangistes est de considérer le problème sous l'angle unique de l'accumulation des capitaux: la thèse de la liberté commerciale absolue est un corollaire de la doctrine chrématisque. Or, en fait, deux nations qui commercent ensemble sont dans une situation bien différente de deux négociants. Elles doivent avoir d'autres buts que de s'enrichir par la voie la plus directe: qu'importe, en effet, un accroissement de richesses, s'il devait aboutir à la décroissance progressive de la puissance industrielle. On ne peut pas dire, à un moment donné de l'histoire d'une nation, que dans l'avenir, une industrie se trouvera toujours dans des conditions de production moins avantageuses que dans les autres pays. Ces industries traversent en effet plusieurs âges successifs; or le libre-échange supprime l'un des éléments du problème, c'est-à-dire la vie industrielle et ses transformations. La question doit être étudiée, compte tenu du présent, mais aussi de l'avenir. C'est pourquoi, selon lui, la théorie de la liberté absolue est au fond artificielle et trompeuse, malgré les démonstrations savantes de Ricardo, Stuart Mill et Bastiat: « Sans doute les nations doivent s'enrichir par le commerce réciproque, mais,

avant tout, elles ont à vivre et à progresser. » (3) Le but à atteindre est de développer les forces productives et souvent, ce n'est pas le régime de la liberté commerciale absolue qui est le plus apte à favoriser l'essor industriel des sociétés.

Est-il même exact qu'élever des obstacles au libre-échange, c'est vouloir la privation ou un surcroît de peine ou de dépenses pour la nation, autrement dit, suivant l'expression célèbre de Bastiat, se donner le labeur ingrat de Sisyphe ? En fait, le libre-échange, en cas de concurrence inégale, modifie les conditions du travail et des capitaux entre les nations. Si ces nations ne sont pas capables de fabriquer des produits à des prix intéressants, la population ne pourra plus y vivre et émigrera avec ses capitaux. La liberté commerciale risque donc de dépeupler les pays dont les industries ne sont pas en état de soutenir la concurrence; par contre, elle détermine au profit des pays les mieux outillés un afflux de forces et de capitaux. Ceux qui ne possèdent aucune supériorité sur les concurrents disparaissent dans ce cas appelés à disparaître.

On semble oublier que l'industrie, dans son ensemble, constitue un intérêt national, sur lequel la puissance tutélaire de l'Etat doit naturellement s'exercer afin de conserver les forces industrielles existantes ou en susciter de nouvelles. Somme toute, suivant Cauwes, l'erreur du libre-échange est de considérer uniquement les conditions présentes et d'oublier qu'une sage politique doit tout autant tenir compte de l'avenir. Si sur le papier et en théorie les démonstrations mathématiques d'école paraissent irréprochables, la vie économique est plus complexe qu'elles ne paraissent l'imaginer. Il est impossible d'ignorer l'idée de

(3) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 469. Il ajoute par la suite: « Or, dans ce but, il faut arriver aux moyens de développer les forces productives, dont la nature les a doués. La vraie question est donc de déterminer quel est le régime d'échange le plus favorable à la croissance industrielle des sociétés. »

nationalité et de faire selon List: « une théorie qui n'aurait en vue que l'humanité et les individus, mais pas les nations. » (4)

Après avoir fait ainsi la critique de la liberté commerciale, il ne faudrait pas, malgré cela, la considérer comme toujours nuisible. Elle peut être sans inconvénients pour les nations qui détiennent momentanément la suprématie industrielle, comme ce fut le cas de l'Angleterre dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Ne craignant aucune concurrence sur son marché intérieur, elle n'avait aucune raison d'établir des barrières douanières qui n'auraient pu que lui fermer, par réciprocité, les marchés étrangers. On s'explique qu'Adam Smith fasse l'apologie de la liberté commerciale.

Enfin, pour notre auteur, le libre-échange constitue, malgré tout, le but des relations économiques internationales, but vers lequel doivent tendre tous les efforts, but difficile à atteindre sans doute, comme tout idéal qui se heurte aux contingences humaines. Cette liberté se réalisera cependant d'elle-même, lorsque les nations seront arrivées à un degré suffisant de développement complexe. La suppression des barrières douanières ne présentera alors plus d'inconvénients. Mais, ces temps seront sans doute, selon lui, bien lointains.

(4) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 710 et suivantes.

CHAPITRE II

Critique de la protection

Il est intéressant de remarquer que pendant des siècles, la politique douanière n'a été que le reflet des théories économiques du moment: le système de la liberté commerciale est, en fait, essentiellement moderne. On ne connaissait, dans les siècles passés, que le système mercantile. C'est seulement au XVIII^e siècle, sous l'influence des physiocrates, que cette politique est tombée en discrédit: elle réapparaît cependant aujourd'hui dans les pays soumis aux régimes dictatoriaux et totalitaires, comme l'Allemagne et l'Italie. (1)

Dans la doctrine mercantile, les mesures restrictives sont inspirées par le but unique d'augmenter au profit de la nation la masse de numéraire et des métaux précieux et, selon Cauwes, « nullement par la pensée de développer ses

(1) Et pourtant CAUWES avait écrit dans son *Cours d'écon. pol.*, tome III, et le chapitre consacré aux doctrines: « Telle était la tendance du système mercantile et du système protectionniste; mais comme conception scientifique, sinon comme politique douanière, il n'y a plus rien à craindre du côté de ces exagérations. C'est bien plutôt une exagération dogmatique en sens opposé contre laquelle il importe de réagir. »

forces productives », ce qui est d'ailleurs une erreur. Mais, par la suite, observation qui a déjà été faite, Cauwes reviendra sur la première opinion qu'il avait eue, en ce qui concerne les théories mercantiles. Selon lui, elles pouvaient être critiquées à un double point de vue, tant scientifique qu'historique. « L'étroitesse de la conception scientifique est incontestable... La doctrine prohibitionniste veut l'isolement, non pas à titre de mesure temporaire, mais l'isolement systématique et permanent ». Et voici à quelles conséquences elles parviennent: d'une part l'absence complète de concurrence ne peut que nuire aux industries nationales, les engourdir, et les tenir isolées du progrès général, d'autre part, ces dernières ne pourraient plus, par mesure de réciprocité, trouver des débouchés à l'étranger, au grand dommage des industries exportatrices.

L'erreur est encore de considérer ce système douanier comme une institution normale et définitive: dans certaines circonstances particulières et au sujet de quelques produits spéciaux et non de première utilité (industries de luxe) il peut être utile, à condition de ne pas durer. Cauwes cite le cas où des économistes, ses contemporains, ont voulu rendre permanent un régime qui n'aurait dû être que transitoire. Il s'agit de ceux qui, en 1860, luttaient encore pour ce régime, malgré l'état satisfaisant de nos industries par rapport à la concurrence, qui est féconde lorsqu'elle s'engage à armes égales (2). Il fallait, selon lui, l'aveuglement des intérêts coalisés pour défendre encore

(2) CAUWES écrit aussi, tome II, p. 521: « La doctrine prohibitionniste veut l'isolement, non pas à titre de mesure temporaire, mais l'isolement systématique et permanent. Or, c'est là une politique funeste, et, en supposant qu'elle fût suivie partout, il arriverait nécessairement de deux choses l'une: ou bien que l'absence de concurrence engourdirait les industries nationales, nuirait au progrès général, ou bien que, ne trouvant pas d'issue au dehors (puisque par hypothèse chaque nation voudrait vendre ses produits et ne pas acheter), les industries nationales seraient fatalement comprimées. »

au XIX^e siècle de pareils principes: en fait, pour ne pas avoir cédé assez tôt, ils ont entraîné en sens contraire la suppression presque totale de la protection qui n'avait qu'en partie seulement perdu sa raison d'être. Ainsi donc, établi comme mesure permanente, le système prohibitionniste est critiquable.

Mais « envisagé comme procédé de transition entre le régime agricole et le régime industriel complexe, le système restrictif doit être jugé tout autrement. Les faits autorisent à dire qu'il a eu, en plusieurs pays et non seulement en France avec Colbert, un rôle bienfaisant et nécessaire. » (3) Il faut remarquer que c'est à un régime restrictif que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche et les Etats-Unis doivent la prospérité de leurs industries. Napoléon I^{er}, par le Blocus continental, a favorisé l'essor des manufactures sur le continent. Certes, la théorie mercantile de la balance de commerce était exacte. Mais que penser des libres-échangistes qui ont eu le tort de déclarer, en partant de la loi des débouchés de J. B. Say, qu'il était impossible de vendre beaucoup et d'acheter peu, ou inversement. Selon eux, les produits s'échangent toujours avec des produits. En fait, une nation peut parfaitement solder ses importations avec autre chose que des marchandises, avec des capitaux, des biens fonds, ou même avec des concessions d'intérêts dans les entreprises industrielles et commerciales. L'équilibre se fera toujours entre les achats et les ventes. Mais le prix d'achat, au lieu d'être une portion du revenu, sera une fraction du capital de la nation. D'où le grave danger que comporte malgré tout pour une nation un déficit constant de la balance commerciale. Or, le plus curieux, c'est que des libres-échangistes ont justement prétendu l'inverse à la même époque, entre autres Bastiat et Baudrillart. Ce dernier écrivit: « On disait que la balance

(3) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 482.

du commerce était favorable quand l'excédent était en faveur de l'exportation ! Comme si l'importation qui représente les objets utiles au travail et à la vie, entrant dans le pays, n'était pas l'expression plus directe et plus immédiate de bien-être que l'exportation, expression des choses utiles qui s'en vont. »

L'erreur de ces deux idées extrêmes provient d'un manque d'analyse. Il faut étudier attentivement les différentes statistiques concernant la balance commerciale, pour être en droit de tirer des conclusions. Les importations de matières premières sont souvent très utiles; dans d'autres cas, quand la nation peut les produire, ces mêmes importations seront des indices de faiblesse. Il faut tenir compte, enfin, de la balance des comptes et des exportations de capitaux dans les pays riches qui, par les revenus qu'ils procurent, soldent largement les déficits de la balance commerciale. Somme toute, selon Cauwes, si on peut en tirer « d'utiles enseignements... il serait très imprudent de tirer des conclusions hâtives des tableaux de douanes. » (4)

Ainsi donc, le régime prohibitif, qui peut être utile à certaines périodes de l'histoire économique des nations, est lui aussi essentiellement transitoire. De toutes façons, selon lui, il est, à l'heure actuelle, périmé et c'est au protectionnisme nuancé qu'il faudra demander une solution aux difficultés économiques françaises.

(4) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 538.

CHAPITRE III

Système positif

L'idéal de toute nation normale est, comme on l'a vu, le développement complexe de ses forces productives. Dans l'état actuel des pays européens, seule, la protection rationnelle peut le lui procurer. Elle est utile, d'abord pour réaliser l'éducation industrielle du pays; puis pour arriver dans l'avenir à une division internationale du travail, lorsque la division à l'intérieur de chaque nation sera suffisamment établie.

L'erreur des libre-échangistes a été, on l'a vu, de croire que les conditions respectives de la production agricole et industrielle étaient immuables. En fait « les nations sont en continuel travail de transformation: il est donc inexact de les supposer passives et immobiles. Diverses causes de supériorité ne sont pas constantes mais transitoires ». (1). Il ne faut donc pas laisser disparaître les industries malin-gres, car dans certains cas et pour ces industries, la concurrence étrangère peut être simplement plus puissante,

(1) Consulter dans le *Cours d'écon. pol.* de CAUWES, tome II, p. 477, le chapitre consacré à la théorie de la production rationnelle.

par l'effet d'une éducation industrielle plus avancée; elle peut avoir des ouvriers mieux exercés, des procédés de fabrication plus perfectionnés, des voies de transport économiques, un crédit mieux développé. Ce sont évidemment des conditions de production lentes à acquérir, mais qui s'obtiennent avec le temps par un lent travail de transformation d'abord, mais aussi grâce à la protection du travail national.

Ainsi donc, la protection rationnelle, essentiellement dynamique, s'impose :

1° Pour développer d'une manière harmonique les forces productives et garantir l'indépendance nationale.

2° Ensuite pour augmenter les emplois productifs au profit du travail national.

3° Enfin pour constituer une production mieux équilibrée.

Là protection rationnelle se justifie tout d'abord au point de vue historique. Lorsqu'un Etat est isolé, il peut passer spontanément d'un régime économique simple, stade agricole par exemple, au développement complexe. Mais si, au contraire, une nation qui vit sous le régime agricole ou pastoral se trouve en présence de pays déjà industrialisés, il lui sera impossible de se développer par ses propres moyens. Au début de leur existence, les nations ont intérêt à commercer librement, car elles trouvent des débouchés plus faciles pour leurs produits agricoles, mais lorsque la population augmente, donne au marché intérieur une importance suffisante, il leur devient indispensable d'acclimater chez elles les manufactures dont elles ont besoin. Aussi « la transition du régime agricole à l'état industriel complexe exige de nos jours, bien plus qu'aux siècles passés, l'emploi de mesures protectrices, à l'abri desquelles puissent se développer les fabrications indigènes ». (2). Dans les Etats spécialement agricoles, la seule

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 480.

forme d'industrie est artisanale; elle fournit ses produits aux populations rurales, mais son marché est exclusivement local. Etant fabriquées à des prix assez élevés, ces marchandises ne supporteraient pas de lourds frais de transport, de telle sorte que, si elles voulaient franchir une courte distance, elles se heurteraient à la concurrence des pays étrangers par des produits livrés à beaucoup plus bas prix. Voilà pourquoi la grande industrie nationale ne pourrait vivre sans protection. Il est indispensable d'établir des droits protecteurs de plus en plus élevés, jusqu'au jour où l'industrie nationale peut lutter efficacement contre les concurrents. Ces droits devront être au début assez bas, pour ne pas faire supporter de trop lourdes charges à la consommation.

La protection rationnelle se justifie en second lieu par la nécessité de la défense nationale: « le libre-échange ne fait, comme l'écrit Cauwes, aucune distinction entre les industries; son seul principe est qu'il faudrait laisser croître celles qui ont de la force et laisser périr les autres... En fait, il existe un assez grand nombre d'industries qu'on peut appeler nécessaires parce qu'une nation indépendante ne pourrait impunément être pour elles tributaire de l'étranger ». (3). La protection rationnelle est donc utile pour assurer la sécurité de la nation qui, comme l'écrit Adam Smith, est de plus grand prix que sa richesse. Les droits de douane doivent donc protéger les industries vraiment nationales, celles qui se rattachent à la puissance militaire ou qui fournissent à des besoins indispensables de consommation. Les Etats sont et resteront sans doute distincts et souverains, ce qui oblige les différents gouvernements à tenir compte des rivalités industrielles et commerciales possibles. Les traités de commerce ne suffiraient pas à assurer d'une manière certaine l'approvisionnement en

(3) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 485.

produits nécessaires à la défense nationale, puisqu'ils peuvent toujours être dénoncés.

Il existe cependant d'autres industries qui ont besoin de protection, bien qu'elles ne rentrent pas dans cette catégorie: ce sont celles qui groupent des capitaux et des travailleurs en nombre tel que leur faillite, due à une concurrence mieux armée, serait un désastre. Adam Smith et Rossi reconnaissent eux-mêmes qu'il faudrait maintenir pour elles le bénéfice de la protection même si l'on ne pouvait espérer que leur infériorité disparaisse par la suite. Dans d'autres circonstances « la cherté relative de la production nationale et par suite son infériorité dans la concurrence extérieure, peuvent provenir de l'inégalité des charges fiscales... en des cas semblables, ne serait-il pas équitable de rétablir l'équilibre entre les industries concurrentes, écrira Cauwes, d'imposer aux produits de l'industrie étrangère le paiement de droits compensateurs, c'est-à-dire de taxes calculées de façon à établir le nivellement des charges entre les produits de l'industrie nationale et ceux des industries concurrentes de l'étranger ». (4).

*
**

Les intérêts et les droits de la consommation n'ont pas été jusqu'ici envisagés. Or, d'après les libre-échangistes, la consommation est, dans un régime protectionniste, totalement sacrifiée au producteur. Comme le fait très justement remarquer Cauwes avant d'engager la discussion, c'est une erreur de croire qu'il existe deux classes distinctes de personnes dans la société; en fait, toutes sont à la fois productrices et consommatrices. Quoi qu'il en soit, la question est de savoir si les mesures douanières ont pour résultat d'élever le taux des produits de consommation. Il est évident

(4) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 486 et s.

que si ce fait était démontré, le système protecteur devrait être supprimé, puisque le but de l'Economie nationale n'est pas d'accumuler des capitaux, mais bien plutôt d'accroître l'abondance et le bien-être.

Bastiat, dans une petite brochure intitulée: « Deux pertes contre un profit » a essayé de prouver l'influence néfaste de la protection, du point de vue des consommateurs. Voici quels sont ses arguments. Supposons un produit fabriqué, pour une somme X , par l'industrie étrangère, ce même produit pour $X + 1$ franc par les fabricants français. Non seulement les consommateurs le paieront plus cher, mais ils auraient pu acheter un autre produit avec l'économie faite. Aussi peut-on dire que la perte est double. Cauwes reconnaît lui-même que l'objection est très forte, car, encore une fois « c'est la considération du bon marché des produits qui a déterminé tant de convictions en faveur du libre-échange absolu » (5), mais voici ce qu'il répond:

1° Supposons qu'avec la protection, le prix des produits soit plus élevé; il est évident qu'il est impossible d'imposer des sacrifices indéfinis à la consommation. Mais si cette dépense supplémentaire est momentanée, la protection restera nécessaire. Souvent, en effet, une fabrication encouragée parvient à être faite à meilleur compte par l'industrie nationale que par la concurrence étrangère. « Comment pourrait-il se faire, ajoute Cauwes, que si les forces productives se développent par la protection, le résultat final de l'expansion économique fût la cherté et la misère ? ». Ainsi donc la question doit être résolue par la patience et un sacrifice momentané. (6).

2° Si, comme l'assurent les libre-échangistes, les produits s'échangent contre des produits, les consommateurs ne bénéficieraient pas d'un profit net, même si les produits

(5) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 502.

(6) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 505.

importés étaient à meilleur compte. Les exportations souffraient, en effet, à la consommation intérieure des produits dont le taux ne peut que se relever, et donc venir compenser par le supplément de dépense, l'économie réalisée sur les produits importés.

3° La liberté commerciale est par ailleurs extrêmement dangereuse. Les industries nationales qui ne pourront supporter la concurrence disparaîtront; peu importe, répondront les libre-échangistes, mais, « l'industrie étrangère qui a la supériorité sur les industries similaires du pays, dès qu'elle sera en possession exclusive des débouchés extérieurs, demandera des prix de monopole » (7). Et ces monopoles, les consommateurs nationaux devront les subir, quitte à voir les prix hausser à des taux supérieurs à ceux demandés par la production du pays.

4° Enfin et en dernier lieu, ce serait une grande erreur d'affirmer que le consommateur supporte intégralement la hausse des prix provenant des tarifs douaniers. En se servant de cet argument, Cauwes n'a fait que reprendre la théorie, beaucoup plus précise, de Stuart Mill sur les échanges internationaux. Presque toujours l'augmentation de prix diminue la demande, et, dans ce cas, les producteurs étrangers sont obligés de supporter eux-mêmes les droits pour éviter de perdre une partie de leur clientèle. D'ailleurs, pour beaucoup de produits, les approvisionnements en provenance de l'étranger sont opérés par des intermédiaires et l'incidence de cet impôt ne se fait plus de la même manière. Enfin, pour des productions de luxe, l'établissement de droits protecteurs pourra faire cesser la consommation au bénéfice d'autres industries nationales. Ainsi donc, les arguments des libre-échangistes ne sont nullement convaincants. Ils ont oublié d'ailleurs l'élément principal du problème qui concerne le revenu national.

(7) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 505.

Peu importe, en effet, que les produits intérieurs soient plus chers si le pays trouve plus d'argent pour les acheter du fait du développement de la production nationale. Le revenu, pour presque tous, est fonction du travail; si celui-ci, accru, en procure de plus abondants, comme c'est certainement le cas à la suite d'une protection rationnelle, la question ne peut plus se poser. « Il faut donc toujours en revenir à la grande loi de solidarité économique entre les différentes branches de la production ». (8).

Voici donc pourquoi le protectionnisme rationnel et objectif ne peut que favoriser le développement national et nullement inquiéter le consommateur. D'ailleurs l'étude des modifications douanières de 1892 et 1894 montrera d'une manière certaine la parfaite exactitude de cette théorie.

**

Enfin, si l'on veut résumer la pensée de Cauwes qui, d'ailleurs, coïncide avec les lois de croissance historique des pays industriels, la succession idéale des régimes douaniers est et doit être la suivante dans une nation quelconque: liberté commerciale, protectionnisme et enfin de nouveau liberté commerciale. Un exemple probant est celui de la Hanse, qui, sous le régime du commerce libre avec l'Angleterre, lui fournit les produits textiles dont elle avait besoin; peu après, l'Angleterre protégea cette industrie débute par des droits élevés, mais ensuite revint au libre-échange lorsque ces industries eurent atteint chez elle une suprématie européenne indiscutable. De telle sorte que les différents régimes douaniers doivent être appliqués avec discernement, suivant l'état de l'économie nationale. Dans l'état intermédiaire qui est celui de presque tous les pays européens et en particulier celui de la France, le régime actuellement nécessaire est celui de la protection dosée.

(8) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 510.

En fait, donc, ce système de la protection rationnelle ne tend pas, comme on l'a tant de fois affirmé, à dresser une muraille de Chine aux frontières pour maintenir la production nationale dans l'isolement absolu. L'idéal poursuivi est tout autre. On peut ainsi, selon notre auteur, reprendre les paroles de Thiers, politicien réaliste qui, en 1834, s'écriait :

« Employé comme représaille, le système restrictif est funeste; comme encouragement à une industrie exotique qui n'est pas importante, il est impuissant et inutile. Employé pour protéger un produit qui a chance de réussir, il est bon, mais il est bon temporairement; il doit finir quand l'éducation de l'industrie est finie, quand elle est adulte ». (9).

(9) Citation faite dans le *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 483.

DEUXIÈME PARTIE

Economie internationale

La reconnaissance d'une économie internationale et le devoir de la favoriser dans certains cas, sépare très nettement Cauwes des doctrines d'autarcie. Les principaux reproches qu'on lui oppose proviennent de la confusion des deux méthodes. Il n'est nullement question, on l'a déjà vu, de séparer les diverses nations en élevant entre elles des barrières infranchissables; il ne s'agit d'ailleurs pas plus de nier l'influence souvent heureuse des échanges internationaux. Ces diverses directives ont été déjà définies à plusieurs reprises; il paraît cependant indispensable de les grouper dans une partie spéciale afin d'en mieux saisir l'ensemble.

Cauwes reconnaît d'abord la nécessité des relations économiques internationales. Dans plusieurs parties de son ouvrage, il en définit les éléments. Mais il reste à savoir également de quelle façon doit être comprise cette politique internationale, pour faciliter au maximum la production.

CHAPITRE PREMIER

Existence d'une économie internationale

« Beaucoup de causes, plus puissantes de nos jours qu'aux siècles passés, écrit Cauwes, établissent entre les nations, par delà les frontières politiques, un continuel courant d'idées et d'étroites relations pacifiques. La civilisation fortifie et multiplie les affinités morales et spirituelles. Elle crée un fond de connaissances qui est le patrimoine commun des nations civilisées. On peut dire qu'il existe un concours international pour l'avancement des sciences humaines et les progrès de l'industrie ». (1). Echanges internationaux qui concernent tout d'abord la pensée scientifique, artistique et diplomatique, mais aussi échanges économiques du plus haut intérêt. En ce qui concerne la production, les expositions internationales ont permis des comparaisons utiles entre les divers procédés de fabrication. Les conventions diplomatiques et politiques, les unions télégraphiques, postales et monétaires, les accords concernant

(1) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 142.

la propriété industrielle et commerciale ont une influence certaine sur l'économie. Et tout ceci, au grand avantage des différentes nations.

Selon notre auteur, il existe, en fait, une division internationale du travail. En effet, certaines substances minérales et certaines productions naturelles ne se trouvent pas réparties sur tout le globe. « Les hommes, écrit-il, agiraient bien follement si n'ayant pas, au moyen de la production indigène, tous les éléments de bien-être, ils n'avaient pas à se les communiquer par des relations de commerce international ». (2). Mais, depuis peu, le perfectionnement et le bon marché relatif des moyens de transport, ont ouvert entre les nations des horizons nouveaux.

Il n'est pas jusqu'à la population qui ne soit susceptible d'échanges internationaux. L'émigration constitue un facteur capital de l'économie internationale. Cauwes insiste évidemment sur l'attachement d'un peuple à son sol national, mais ne nie pas que, pour des causes particulières, cette émigration n'ait eu de fortes conséquences pour certaines nations. Sous l'influence de l'excès de la population, du paupérisme, des persécutions politiques et religieuses, se forment de grands courants humains dont les résultats sont: d'une part la perte de bras et de capitaux pour les pays d'où l'émigration est partie, d'autre part, la propagation de la civilisation et de l'industrie dans les contrées du monde où elles n'avaient pas encore pénétré. Comment faut-il apprécier, pour les pays d'émigration le résultat de cette perte ? Certains, comme J.-B. Say, l'ont présenté exclusivement comme un mal, et d'autres comme un bien. Il faut, selon Cauwes, établir une distinction: « C'est un mal si la population du pays n'est pas en excès et surtout si l'émigration se compose principalement de classes moyennes, qui présentent une grande importance au point

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 143.

de vue de l'ordre social ». (3). Elle prive l'industrie nationale d'hommes énergiques et fait disparaître les situations intermédiaires entre la richesse et la pauvreté. Mais il n'en est pas ainsi: « S'il s'agit d'un pays où, par suite du développement industriel, il y a excès de production, pléthore de capitaux, l'émigration qui a lieu remédie à la surproduction, à la baisse des produits et dresse au dehors, aux industries en souffrance de nouveaux marchés ». (4). Il faut donc apprécier le phénomène d'une manière relative et suivant les différentes circonstances qui l'ont produit.

Peut-on, d'un autre côté, établir une barrière infranchissable à ceux qui désirent émigrer ? Selon Cauwes, les lois prohibitives de l'émigration sont corrélatives à un régime de servitude: on ne comprend donc guère avec les principes de la liberté civile, l'interdiction faite aux particuliers d'aller s'établir où il leur plaît. Les nécessités de l'économie nationale ne passent pas, chez Cauwes, avant les principes de la liberté individuelle. Il ne faut pas cependant pour cela tomber dans l'erreur de l'école libérale et croire que les modifications de population se produisent d'une manière automatique, suivant les possibilités de subsistance, pour rétablir l'équilibre de la production.

Cauwes note également que les capitaux constituent des facteurs importants parmi les échanges internationaux. Ainsi donc, produits naturels, population et capitaux constituent les éléments principaux des relations économiques internationales. Par cette constatation, Cauwes ne renie pas tout son système d'économie nationale; bien au contraire, il l'asseoit sur des bases infiniment plus solides que les doctrines prohibitives ou d'autarcie. Ces derniers systèmes peuvent bien établir des barrières infranchissables entre les nations, mais tout ceci n'a qu'un temps. L'utilité des échanges internationaux reste indiscutable. « A

(3) et (4) *Cours d'écon. pol.* de CAUWES, tome II, Section I: Théorie de la population.

côté de la coopération industrielle à l'intérieur de chaque nation, écrit Cauwes, existe incontestablement une coopération ou division internationale du travail... Personne ne conteste que le commerce international ne soit une nécessité de la nation et un bien pour l'humanité, car les conditions du milieu naturel, la constitution géologique spéciale du sol et la direction particulière des aptitudes industrielles, ne permettraient pas de tout demander à la production nationale ». (5).

Mais la question n'est pas de savoir seulement s'il doit y avoir des échanges entre nations, mais si tous les échanges doivent être vus absolument avec la même faveur et porter indistinctement sur toutes choses. Cette question fera l'objet du prochain chapitre.

(5) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 485 et s.

CHAPITRE II

Politique internationale

« On s'explique, écrit Cauwes, que sous l'influence de faits aussi considérables, il se soit formé un courant d'opinion en faveur de tout ce qui tend à abaisser les frontières, à rapprocher les hommes pour faire de l'humanité une seule famille ». (1). Il doit y avoir une politique tendant à favoriser les échanges internationaux, ou plutôt, selon Cauwes, certains échanges; car, encore une fois, toute théorie, à plus forte raison toute politique absolue, ne pourrait être que néfaste. Le seul intérêt national compte pour l'imposer; c'est toujours lui, en fin de compte, qui devra être pris en considération. Ceci bien établi, quelles sont donc, pour Cauwes, les circonstances toutes particulières qui nécessiteront cette politique cosmopolite ?

Le libre-échange absolu peut tout d'abord être utile à l'économie nationale, lorsqu'une nation se trouve dans un état de développement industriel plus avancé que ses voisines. Elle n'a, dans ce cas, rien à redouter de la concurrence puisque ses manufactures et son agriculture sont en

(1) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome I, p. 142.

état de lutter avantageusement. D'une façon générale, le pays largement développé a tout à gagner à de libres relations internationales. Ce fut le cas de l'Angleterre dans la première moitié du XIX^e siècle.

Entre des nations également formées au point de vue industriel, il ne faut pas non plus mésestimer les utiles conséquences d'une émulation pacifique. « Elle fait découvrir de nouvelles sources de richesses, de nouveaux procédés de travail: elle est un puissant agent de progrès et de civilisation matérielle et morale. » C'est sur ce point que la doctrine de l'auteur du Cours d'Economie devient particulièrement nouvelle et intéressante. Sachant que la division internationale du travail est un mode de coopération dont l'action ne peut être salutaire qu'autant que la division du travail à l'intérieur est fortement constituée, le premier but à atteindre sera de la réaliser, et alors seulement, les barrières douanières pourront s'effacer. Dans la fédération des Etats du monde civilisé, le bien commun est subordonné aux lois normales de croissance des nations qui la composent; cette fédération est incompatible avec la prépondérance industrielle absolue d'un ou de quelques Etats privilégiés. Mais dans le cas contraire:

« Il est conforme à la loi de progrès que les barrières entre les peuples soient abaissées: tout ami de la paix doit se réjouir de la solidarité d'intérêts économiques dont la pratique du commerce international resserre les liens. La liberté commerciale sans restriction est, comme la paix perpétuelle, l'idéal fixe vers lequel il faut diriger ses efforts. »

Ce n'est donc pas par la liberté commerciale absolue qu'on assurera dans l'état actuel du monde la stabilité des relations internationales, mais, aussi paradoxal que cela paraisse, par la protection douanière permettant d'attein-

(2) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 457.

dre auparavant le développement complexe des différentes nations. Lorsque ce développement sera réalisé, la liberté douanière n'aura plus que des avantages. Elle constituera en dernier ressort, le but à atteindre (3).

Serait-il même possible d'envisager une union douanière mondiale, ou simplement une sorte de Zollverein européen ? Cauwes ne paraît pas croire à sa future réalisation. Pour lui, l'existence de nations distinctes est une loi du présent et vraisemblablement aussi de l'avenir (4). Quelques publicistes avaient cependant déjà préconisé, avant la parution du Cours d'Economie, un Zollverein franco-germanique (comte de Leusse) et même un Zollverein européen (Peez). Selon ce dernier, la politique douanière restrictive est à l'ordre économique ce que la paix armée est à l'ordre politique. Ces unions douanières seraient la détente et le désarmement. Cauwes ne l'approuve pas; selon lui, l'union douanière européenne n'amènerait pas l'avènement de la paix perpétuelle. Il ajoute d'ailleurs au sujet du protectionnisme :

« Est-ce à dire qu'un avenir indéfini appartienne à cette politique défensive et expectante ? Il suffit que pour l'heure, elle soit aussi prudente qu'elle est légitime. Il n'y a lieu, sur ce point, d'incriminer aucun Etat en particulier. Tous, ou presque tous, agissent de même, déterminés par des influences ambiantes semblables pour tous. Laissons à d'autres le soin de prophétiser (5). » L'auteur du Cours

(3) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 483 : « Le système de la protection rationnelle ne tend pas, comme on l'a tant de fois affirmé, à dresser une muraille de Chine aux frontières pour maintenir la production nationale dans l'isolement absolu. L'idéal poursuivi est tout autre. La liberté commerciale est en quelque sorte le but vers lequel doivent tendre toutes les nations qui se trouvent sensiblement au même point de force industrielle. »

(4) On peut consulter sur ce point la thèse de M. Jean MARCHAL, *Union douanière et organisation européenne*, thèse Nancy 1929.

(5) CAUWES, *Cours d'écon. pol.*, tome II, p. 699.

d'Economie, en homme positif, sait que la vie des nations, comme celle des hommes, n'est qu'une lutte incessante : la réconciliation et l'union sont des perspectives qu'on peut envisager, mais auxquelles il ne faut pas croire, sous peine de perdre dans la déception toute énergie et tout ressort d'action.

TROISIÈME PARTIE

Influences et rapports de doctrines

L'influence qu'a eue le système de Cauwes est double : l'une sur le terrain des faits, tout d'abord, et l'autre doctrinale. Comme il a déjà été dit, Cauwes fit une grande propagande parmi les économistes et les hommes d'affaires de son époque, dans le sens de l'intervention douanière dosée. Il ne fut pas seulement un théoricien, mais conscient de l'utilité que pourrait apporter à son pays l'application des principes d'Economie nationale, fit son possible pour les répandre et les faire adopter. Ce fut le but de la « Société d'Economie politique nationale » qu'il fonda. Cette propagande eut d'ailleurs un résultat pratique indiscutable, puisque ce fut en partie sous son influence, que le Parlement modifia en 1892 le système douanier. Il est donc intéressant de rechercher si cette réforme eut des conséquences utiles pour l'économie française, ce qui prouverait, comme on l'a déjà fait, que la doctrine de Cauwes était autant celle d'un homme d'affaires que celle d'un économiste. Constatation curieuse chez un homme dont l'activité fut exclusivement universitaire.

Il établit par ailleurs en doctrine un contrepoids aux vues purement théoriques des partisans de l'économie

pure, autrement dit de la doctrine officielle. Certes, sa thèse souleva d'ardentes critiques, dont quelques-unes étaient fondées, mais qui dénotent toutefois dans leur ardeur combative, une incompréhension de base. Critiques qui sont empreintes également d'une âpreté disparue de nos jours entre économistes libéraux et partisans de l'Economie nationale. Cette opposition, qui est toujours irréductible en théorie, s'atténue en fait nettement, lorsqu'elle touche à des problèmes de réalisation pratique. Quoi qu'il en soit, il est utile de passer en revue les auteurs qui se sont faits les successeurs de ses idées ou qui, par la suite, ont complété ou transformé les principes de l'économie politique nationale.

Il sera, par ailleurs, intéressant, dans une conclusion, d'établir des rapprochements entre la doctrine de Cauwes et celles des différentes tendances politiques actuelles. L'orientation de la politique moderne semble s'être effectuée nettement dans la direction préconisée par l'Economie nationale, caractérisée d'une part par sa tendance sociale et son souci de ménager les forces productives humaines, d'autre part, par sa tendance nationale. On apercevra même pour la France des similitudes étonnantes entre le Cours d'Economie et les doctrines économiques du Parti Social Français. Cette étude fera comprendre d'une manière plus large et plus vaste, la portée des idées exprimées par un économiste peu connu, mais qui se trouve, du fait des circonstances, l'un des précurseurs d'une orientation mondiale nouvelle.

I

INFLUENCE PRATIQUE

CHAPITRE PREMIER

Cauwes et la propagande

Une « Société d'Economie politique nationale » fut fondée en 1897 par Cauwes: elle devait être la source d'un mouvement important, tant dans le milieu économique que politique, en faveur de l'Economie nationale. Il en fut nommé président: cette société groupa, par ailleurs, un nombre assez grand d'hommes de valeur, entre autres Méline, Théry, Domergue et Sagnier. Le premier a attaché son nom à la réforme douanière de 1892; quant au second, il s'inspira du système de Cauwes dans ses nombreux ouvrages. Il est malheureusement difficile de connaître le rôle pratique qu'a joué cette société. On peut relever toutefois sur l'activité particulière de Cauwes, deux faits principaux.

En premier lieu, son discours d'inauguration, de tout premier ordre, parce qu'il contient résumé son système,

et qu'il précise le fondement national de l'économie politique appliquée: « L'humanité n'est pas une masse amorphe, avait-il dit, mais une juxtaposition de peuples, d'organisations sociales, d'unités économiques collectives, dont chacun doit avoir un régime propre, comme elle a une constitution propre; ce régime évolue comme cette constitution elle-même; son passé est à connaître comme son état présent... l'histoire, la statistique, la géographie économique nous apportent les matériaux de l'observation comparée. Mais n'est-il pas évident que la comparaison des forces économiques des peuples concurrents, comme celle de l'évolution de leurs institutions, suppose au préalable, l'observation et l'analyse de ce qui est relatif à chacun d'eux ? Le nationalisme économique est donc un corollaire nécessaire de la méthode d'observation, la condition première de toute généralisation ultérieure. » (1)

Il écrivit plus tard un article de propagande déjà cité, qui parut dans la Revue d'Economie politique de 1898: son but était avant tout patriotique, augmenter la puissance nationale à l'intérieur et créer à l'extérieur des « associations patriotiques qui se constitueraient pour propager au loin la langue et l'influence françaises » (2). Dans cet article, il insiste particulièrement sur l'action pratique, qui doit accompagner la doctrine économique. La science qui en est l'objet paraît, selon lui, détournée de sa définition habituelle: pour lui, elle doit être une force en action et c'est ainsi qu'il a pu écrire: « unis dans une même idée, dans une commune aspiration, notre devise sera: par la science, pour la patrie » (3).

(1) CAUWES : Préface à l'ouvrage d'Edmond THÉRY : *Progrès économiques de la France*, Paris 1909.

(2) C'est en particulier dans cet article que CAUWES reconnaît pour la première fois les mercantilistes comme les premiers théoriciens d'économie nationale.

(3) Article publié en 1898 dans la *Revue d'économie politique*.

Sans doute, cette société a-t-elle été consultée pour des modifications de tarifs douaniers: il importe toutefois de noter que la réforme douanière de 1892 est antérieure en date à sa constitution, de telle sorte que son rôle n'a dû être que fragmentaire et de moindre importance. Le grain, toutefois, était semé, et donnera naissance, vers le début du XX^e siècle, aux théories de nombreux auteurs qui, poussant à l'extrême ces tendances, vont se montrer cette fois partisans du nationalisme économique. Ils considéreront, non plus le système de l'Economie nationale comme une série de mesures destinées à assurer au mieux le bien-être des individus, mais comme une arme de combat, destinée, en liaison avec le nationalisme politique, à préparer la revanche de la défaite de 1870. C'est ainsi qu'on doit distinguer très nettement l'Economie nationale, dont les regards ne se portent principalement qu'à l'intérieur de la nation, du nationalisme économique, qui ne s'intéresse qu'au but extérieur, assurer la suprématie économique avant d'assurer la suprématie politique et militaire. Beaucoup de reproches, qui sont opposés à l'Economie nationale, s'évanouiraient, si (4) ceux qui les adressent avaient compris cette distinction.

(4) Il faut en effet distinguer nettement l'économie nationale, du nationalisme politique et économique, comme le fit Lucien BROCARD dans son ouvrage déjà cité, tome I.

CHAPITRE II

Réforme de 1892

En 1860, la France n'était pas encore en état de lutter avantageusement contre la concurrence étrangère et le libre-échangeisme absolu était prématuré : toutefois, la prospérité économique générale du II^e Empire avait neutralisé en partie ses effets néfastes. Il n'en fut pas de même, par contre, après le désastre de 1870. Certes, on ne peut affirmer que Cauwes ait eu une influence directe et décisive sur la réforme douanière de 1892, mais ce qui est sûr, c'est qu'elle fut appliquée suivant ses principes. Les résultats de ces modifications de 1892 et de 1894 montreront d'une façon précise l'utilité du relèvement des tarifs. On apercevra tout d'abord que la production s'est accrue par la suite d'une manière constante, et que la consommation, loin d'en supporter les conséquences au point de vue du prix des marchandises, a bénéficié d'un marché plus intéressant. Ce qui démontre, d'une façon indiscutable, que le système d'Economie nationale de Cauwes s'est révélé particulièrement adapté à la vie économique pratique.

En ce qui concerne tout d'abord l'agriculture, la situation menaçait de devenir désastreuse. Une crise due, non seulement aux mauvaises récoltes, mais aussi aux impor-

tations américaines, fit remettre en question, en 1881, la liberté du commerce des grains. Si la réforme n'était pas intervenue, les cultivateurs auraient dû laisser en friches la moitié au moins de leurs terres à blé, et il aurait été impossible de trouver une culture de remplacement rémunératrice; en temps de guerre, d'autre part, la nation aurait été totalement dépendante des importations étrangères. En 1885, on créa donc un droit de 3 francs par quintal sur les blés: le résultat fut d'empêcher un effondrement total des cours; toutefois, ceux-ci ne s'étaient pas encore élevés à un taux rémunérateur. C'est pourquoi la loi de 1887 éleva le droit de 3 à 5 francs. En 1894 enfin, le taux en fut fixé définitivement à 7 francs.

Quel fut finalement le résultat de ces réformes? D'avoir sauvé la production française et nullement d'avoir fait monter le pain à des taux de famine.

D'autre part, la réforme de 1892 eut pour l'industrie les mêmes heureux résultats. Un économiste, qui les a analysés, Edmond Théry, indique son but: « Rendre à la France sa liberté commerciale à l'égard de l'étranger en protégeant plus rationnellement sur le marché intérieur français les produits indigènes et tout particulièrement les denrées agricoles contre la concurrence des produits similaires étrangers. » Il ne s'agissait donc pas de prohiber l'entrée des produits en France, mais, selon lui, de leur faire prendre en passant la frontière, une part proportionnelle des charges qui pèsent sur la production indigène. On laissait, bien entendu, les matières premières sans droits de douane, pour ne pas augmenter le prix de revient de la production nationale. Il y aurait dorénavant deux tarifs, l'un général, l'autre minimum, réservé aux nations qui accorderaient à la France le taux de la nation la plus favorisée.

(1) Edmond THÉRY, *Les Progrès économiques de la France. Bilan du régime douanier de 1892. Précédé d'une préface de Paul Cauwes*, Paris 1909.

Ainsi donc, la réforme s'est inspirée étroitement, on le voit, des principes émis dans les premières éditions du Cours d'Economie politique. En voici les résultats pratiques, dans l'ensemble très satisfaisants.

1° En ce qui concerne l'agriculture (2). La production du blé a augmenté depuis 1894, d'après les moyennes suivantes, en ce qui concerne les hectares et les prix.

de 1885 à 1891 103 millions d'ha., prix moyen: 18 fr. 40 le q.
de 1893 à 1899 115 millions d'ha., prix moyen: 16 fr. 40 le q.

Le vin a suivi la même courbe ascendante:

de 1885 à 1891: 27 millions d'hectolitres.
de 1893 à 1899: 39 millions d'hectolitres.

Le sucre également:

de 1888 à 1891: 436.000 tonnes, prix moyen: 0 fr. 44 le kg.
de 1893 à 1899: 592.000 tonnes, prix moyen: 0 fr. 38 le kg.

La législation douanière a donc rendu confiance à l'agriculture française et augmenté la production, sans pour cela aboutir à une hausse des prix.

2° En ce qui concerne l'industrie, les statistiques sont évidemment plus difficiles à établir. L'étude la plus utile paraît être celle de la balance commerciale. Si l'importation des objets fabriqués à l'étranger a augmenté de 99 millions de francs, l'exportation des mêmes produits français s'est relevée de 337 millions. D'une manière générale d'ailleurs, le déficit de la balance commerciale, qui s'élevait à un milliard en 1885 est tombé à 318 millions en 1899:

(2) Ces tableaux sont extraits par Edmond Théry des statistiques officielles du ministère de l'Agriculture.

c'est l'augmentation du chiffre de nos exportations qui l'a comblé en entier. Voici les statistiques: (3).

ANNÉES	Matières premières importées	Importations totales	Matières premières exportées	Exportations totales
—	MILLIONS	MILLIONS	MILLIONS	MILLIONS
1885	2.041	4.088	710	3.088
1891	2.457	4.768	836	3.570
1893	2.220	3.854	784	3.237
1899	2.507	4.217	1.084	3.889

Il est impossible de trouver des signes plus précis d'amélioration. D'ailleurs, Théry termine son étude sur cette phrase: « La législation douanière de 1892 a donc été favorable à notre commerce extérieur et nous pouvons ajouter que les résultats auraient été bien supérieurs aux chiffres que nous venons de produire, si l'ensemble du commerce international n'avait pas subi une baisse générale. » (4)

3° Voici enfin les statistiques du coût de la vie, point faible, suivant les libre-échangistes, de la doctrine d'Economie nationale et de la protection douanière. Ces statistiques officielles prouvent qu'il a été plus consommé de produits alimentaires par tête d'habitant de 1893 à 1899, que de 1885 à 1891; et d'autre part, que les prix de gros de ces mêmes produits d'alimentation ont été sensiblement moins élevés après la réforme douanière. Elles sont extraites de la « Réforme économique » de 1907, en ce qui concerne les prix de gros moyens et annuels:

(3) Extraites de l'ouvrage de Théry, déjà cité, p. 72.

(4) Edmond THÉRY, *op. cit.*, dans les Conclusions, p. 342.

Denrées	1891	1899	1907
Blé, le quintal	27 65	20 02	23 90
Pain, le kg.	0 39	0 31	0 36
Bœuf, le kilo	1 67	1 45	1 44
Vin, le litre.	0 65	0 60	0 38
Beurre, le kilo	3 20	3 31	2 99

On constate une baisse notable de tous les produits: loin d'avoir conduit à la famine et la misère, c'est une amélioration générale de la vie économique française, qu'ont amenée les réformes douanières de 1892; ce qui apporte au Cours d'Economie politique de Cauwes une justification précise.

Certes, des adversaires pourraient objecter que si cette réforme n'était pas intervenue, l'amélioration se serait tout de même produite, autrement dit, que ces signes favorables proviennent plutôt d'une évolution générale. Il est assez facile en fait de réfuter cette critique, en consultant les statistiques du commerce extérieur des grandes nations mondiales. Sur ce point, l'exemple de l'Angleterre est caractéristique, le voici:

Dates	Importations	Exportations
1892-1899	10.943 »	5.971 »
1900-1907	14.020 »	8.058 »
1884-1891	9.820 millions	6.038 millions

Or, on sait que l'Angleterre était restée libre-échangiste. On constate donc qu'aucune modification brusque ne s'est produite dans ses échanges internationaux de marchandises et que, par conséquent, l'exemple de la France, du point de vue de la réforme de 1892, reste caractéristique.

II

INFLUENCE DOCTRINALE

CHAPITRE PREMIER

Les critiques

Les économistes contemporains de son œuvre ne pouvaient la comprendre. Représentants d'une science, ou plutôt d'une conception spéciale de la science économique, qui datait d'Adam Smith, ils en avaient peu à peu retiré toute la sève; leurs théories de plus en plus abstraites avaient perdu tout contact avec la réalité économique. Comment auraient-ils pu admirer une doctrine, dont le caractère principal était d'être essentiellement vivante ? On s'explique que l'admiration de notre auteur aille toute entière et seulement au premier auteur, chef d'école de l'économie classique, Adam Smith et non pas à ses successeurs, dont les conceptions académiques devenaient de plus en plus étroites.

La parution de son cours fit naître, suivant son expression, une explosion violente de critiques. Ce furent Bau-

drillart, dans un article de la « Revue des Deux Mondes » de 1885 et Courcelle-Seneuil, dans le « Journal des Economistes » de 1878 qui se firent les échos de leurs doléances.

Ces critiques, dans leurs objections, ne s'adressent pas seulement à Cauwes; à leur avis, c'était tout l'enseignement de l'économie politique dans les Facultés de Droit qui s'engageait dans une direction regrettable. Seulement Cauwes leur apparaît comme le plus fautif, comme celui qui déforma le plus la théorie classique de la science pure. « Une telle accumulation de faits, chiffres, documents, de questions d'application traitées avec le plus grand luxe de détails... ne sont sans doute pas ce qu'on attendait d'un ouvrage général et d'un cours fait à l'Ecole de Droit » (1).

Il est en effet certain que Cauwes, voulant avant tout éviter l'écueil d'un ouvrage entièrement théorique, est tombé dans l'excès contraire. On ne retrouve que difficilement le fil conducteur de son cours, à travers les études de droit administratif, financier et même scientifique qu'il contient. Il faut creuser plus avant, pour en découvrir l'intérêt et la nouveauté. Baudrillart le pressent toutefois lui-même lorsqu'il écrit, pensant à Cauwes. « Assurément on ne louera jamais trop Adam Smith d'avoir imprimé à la science économique, un caractère profondément humain, bientôt trop oublié après lui, par sa propre école et son propre pays ». (2).

Certes, ils reconnaissent que le libre-échange ne peut être appliqué systématiquement. Seulement, si Cauwes paraît en admettre le principe comme idéal futur, il en a tellement exagéré les restrictions, toujours selon eux, que la nécessité de cette liberté n'y paraît absolument plus. Ils lui reprochent enfin sa politique, indécise et flottante: « un

(1) BAUDRILLART, *Revue des Deux-Mondes* de 1885.

(2) BAUDRILLART, article déjà cité.

compromis équivoque qui ne serait pas l'économie politique, et qui serait déjà un pas fait vers le socialisme indécis, aux contours vagues, mais aux perspectives attirantes ». Il est facile d'expliquer ces dernières objections: Cauwes a en effet réagi contre l'idée pessimiste, qui accueillait toute action gouvernementale; ce qui le rejetait vers l'école socialiste dont il s'écarte cependant très nettement, et par le but poursuivi, et par les moyens de l'obtenir.

Quant à certains autres critiques (3), leurs reproches atteignent une violence incroyable, pour qui n'a pas lu leur réquisitoire. Cauwes a sans doute voulu, d'après eux, remanier totalement la science économique, mais lui en a retiré tout caractère scientifique « Est-ce de l'économie politique, de la morale, du droit, de la politique ou de l'histoire ? Il y a de tout cela mêlé dans une sorte de salade... » (4).

Ainsi donc, comme on l'a vu déjà, ces critiques sont d'ordre particulièrement universitaire: ils plaignent les élèves des Ecoles de Droit, auxquels on inflige « un enseignement non seulement anti-économique, mais anti-scientifique qui ne saurait donner aux jeunes gens que des notions fausses et des habitudes intellectuelles déplorables ». (5). On ne peut s'empêcher finalement de remarquer l'étrange retour des choses qui fait que des auteurs depuis longtemps oubliés, élèvent de pareilles critiques sur l'œuvre d'un économiste dont le nom restera.

(3) COURCELLE-SENEUIL, *Journal des Economistes* de 1878.

(4) *Idem*.

(5) COURCELLE-SENEUIL, article déjà cité.

CHAPITRE II

Influence doctrinale

Les auteurs qui ont subi l'influence du Cours d'Economie politique pourraient être groupés en deux ordres distincts. Certains se sont contentés, soit d'interpréter dans leurs ouvrages les principes d'Economie nationale de Cauwes, soit de les compléter. D'autres enfin, tout en reconnaissant la filiation qui les unit à notre auteur, s'en sont plus ou moins détachés pour suivre une voie différente, mais basée toutefois sur quelques mêmes principes. Théry et plus tard Lucien Brocard n'ont pas dévié de la doctrine d'Economie nationale, tandis qu'Yves Le Troquer s'en est seulement inspiré pour construire un ouvrage plus politique qu'économique.

On pourrait reprendre à leur sujet la distinction déjà établie en ce qui concerne l'Economie nationale et le nationalisme économique. La première n'est qu'un moyen d'obtenir le bien-être des individus après le bien-être national, tandis que l'autre tend à poursuivre, grâce aux mêmes principes, une lutte économique internationale. Il s'agit donc moins d'une différence de moyens, que d'une différence de but poursuivi.

On s'efforcera, en les classant séparément, d'établir cette distinction sur des bases précises et de montrer par quel processus ces auteurs ont pu passer de l'une à l'autre. Etude qui sera d'ailleurs pleine d'intérêt, puisque plusieurs pays européens, entre autres, l'Allemagne et l'Italie, ont une tendance à appliquer bien plutôt les principes de nationalisme économique que d'Economie nationale.

§. 1 — EDMOND THÉRY

Cet auteur, qui a publié de multiples ouvrages sur l'économie des divers pays européens, se recommande constamment du système d'économie nationale de Cauwes. Ce dernier a d'ailleurs écrit la préface de plusieurs de ses œuvres, entre autres, celle d'une étude particulièrement intéressante concernant les résultats de la réforme douanière de 1892: « Les progrès économiques de la France ». Dans ce livre, Théry s'efforce de démontrer que cette réforme a eu d'excellents résultats pratiques, malgré l'opposition qu'elle avait rencontrée, entre autre celle de J.-B. Say.

Il reconnaît, comme l'avait fait Cauwes, que l'idéal commercial serait une entente internationale, laissant à chaque pays la faculté de se consacrer exclusivement à la production de marchandises le mieux en rapport avec ses possibilités, mais la situation nouvelle du monde destine cette division internationale du travail à un échec. La lutte des peuples pour la vie, jointe à la facilité des transports rend le libre-échange désastreux pour les pays les moins puissants. L'ancienne protection naturelle de la distance étant à peu près supprimée, les prix internationaux tendent à se régler sur le niveau le plus bas. Or, les producteurs français ne peuvent que dans une certaine mesure améliorer leurs procédés de fabrication et leurs méthodes d'exploitation. « Il n'est pas en leur pouvoir de s'affranchir individuellement des conditions générales de mi-

lieu, salaires, transports, impôts, service militaire, climat et nature du sol ». (1).

Comme l'avait déjà fait Cauwes, Théry reprend et réfute un à un les arguments des libre-échangistes, en particulier la cherté de la vie pour le consommateur. En fait, les protectionnistes modernes sont aussi partisans de la vie à bon marché que les libre-échangistes les plus ardents, mais ils ont compris qu'au lieu d'obtenir l'abondance des choses nécessaires à l'existence par l'importation étrangère, il était préférable à tous points de vue, de la réaliser par le développement de la production nationale (2).

On peut donc considérer que Théry a subi l'influence directe de Cauwes. D'ailleurs, dans la préface de cet ouvrage, notre auteur écrit : « L'œuvre nouvelle de M. Edmond Théry, comme ses devancières, s'inspire des mêmes principes de relativité... et « s'efforce » de faire bon marché des conceptions purement rationnelles, si séduisantes qu'elles puissent être, mais de pratiquer la méthode d'observation, de reconnaître l'autorité souveraine des faits et de prendre pour orientation, en toutes choses, l'intérêt du travail national et le développement des forces productives de notre pays. » (3). Toutefois, ses ouvrages ne sont que des recueils de faits qu'il a éclairés à la lumière des principes d'Economie nationale ; aucun complément de doctrine, ni aucune vue particulière ne peuvent y être relevés.

(1) Edmond THÉRY, *Progrès économiques de la France*, p. 39.

(2) « Les protectionnistes modernes ont envisagé le problème de l'économie politique d'une tout autre manière. Ils admettent les progrès de l'humanité et s'efforcent d'activer ces progrès par tous les moyens en leur pouvoir ; mais ils pensent que la France fait également partie de l'humanité et ils se refusent à sacrifier les intérêts particuliers de leurs compatriotes, sans savoir ce qu'ils obtiendront en retour, c'est-à-dire sans connaître les conséquences réelles du sacrifice demandé. » THÉRY, *op. cit.*, p. 48.

(3) THÉRY, *op. cit.* Préface de Paul Cauwes.

§ 2. — LUCIEN BROCARD

Cet économiste était, ces dernières années, en France, le plus illustre représentant de l'Economie nationale. Il fut un élève de Cauwes, lorsque ce dernier professait à la Faculté de Droit de Paris. Plus qu'aucun autre, il devait subir l'influence profonde des doctrines de notre auteur. Mais Brocard les a sur plus d'un point dépassé, il a défini et stabilisé les idées qui, dans le Cours, n'existaient qu'à l'état embryonnaire. M. André Marchal, dans un article synthétique et particulièrement intéressant de la Revue d'Economie politique (4), a très bien défini l'évolution des principes d'Economie nationale. Il note que Brocard, par goût autant que par politique, a supprimé dans ses ouvrages toute l'intransigeance des idées de notre auteur, qui, aux yeux de la plupart des économistes, l'avait fait passer comme un dangereux révolutionnaire. Selon lui, le but de l'Economie nationale sera de compléter la science, non de la remplacer. (5).

Brocard a d'ailleurs porté sur Cauwes un jugement intéressant. Il note que, somme toute, si son ouvrage a été écrit avec une conviction ardente et parfois une allure combative, ses conclusions étaient assez modérées. C'est donc avec justice, selon lui, que Charles Rist a rendu un légitime hommage à notre auteur en écrivant: « Il faut mettre à part M. Cauwes, dont le protectionnisme peut être considéré comme une adaptation très rationnelle d'une idée de List, savoir: la supériorité des nations à économie

(4) M. André MARCHAL, *Revue d'économie politique*, 1937. Article intitulé: « Lucien Brocard et l'Economie nationale ».

(5) « Le but, écrit-il, est moins encore de substituer à la conception traditionnelle de l'économie politique une conception antagoniste, qui s'opposerait à elle et aurait la prétention de la supplanter. » Lucien BROCARD, *Principes d'économie nationale et internationale*, Paris 1929.

complexe; c'est le seul système scientifique de protectionnisme que nous connaissions aujourd'hui ». (6). A sa suite, ajoute Brocard, il n'y eut plus en France de représentants attitrés de l'Economie nationale, à part M. Georges Valois, qui se rattache au fascisme italien. Ce dernier d'ailleurs a mis en œuvre les mêmes principes, mais avec une autorité particulière, qui n'a avec elle aucun lien nécessaire.

Quels sont donc les points qui s'unissent et diffèrent, dans les ouvrages de Cauwes et de Brocard? On a vu, en ce qui concerne la méthode, le point de vue spécial de notre auteur : s'il reconnaît l'existence de quelques principes généraux, il les considère comme suspects et n'en tient aucun compte. Brocard a su, par contre, concilier sur ce point la méthode de l'Economie nationale et celle de l'économie politique classique. Il a compris qu'il fallait séparer les deux domaines, économie pure et économie appliquée. Les économistes peuvent donc travailler dans ces deux domaines distincts, sans qu'il y ait véritablement conflit de méthode : l'Economie nationale vient tout naturellement prendre place dans l'économie appliquée (7).

En ce qui concerne la doctrine elle-même, Brocard l'a considérablement développée. Il ne tient pas seulement compte du facteur national, mais aussi régional et local que Cauwes avait passé sous silence (8). « Le fait que les régions subsistent non pas comme des anachronismes et des survivances, mais comme des réalités actuelles et vivantes, est démontré par des indices qui ne peuvent laisser place à aucun doute. » Elles sont formées par des cadres juridiques et économiques, non seulement publics, mais privés. Or, à l'encontre de Cauwes, qui craignait de favo-

(6) GIDE et RIST, *Histoire des doctrines économiques*, p. 334, note 1.

(7) M. André MARCHAL a défini sa position en écrivant, au sujet de Brocard: « Il se refuse à faire de l'économie pure, dont il ne conteste pas l'utilité, mais dont il laisse l'étude à d'autres. » Article de la *Revue d'économie politique*, 1937, p. 1241.

(8) BROCARD, *op. cit.*, p. 123, tome I.

riser le développement régional en dispersant l'économie nationale, Brocard insiste tout particulièrement sur le danger d'une centralisation excessive. Les cadres économiques forment, selon lui, des cercles concentriques de plus en plus étendus et qui tous, locaux, régionaux, nationaux et internationaux, ont besoin d'être développés d'une façon complexe et solidaire.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'ingérence de l'Etat dans la production, Brocard reconnaît qu'il a suivi une idée toute proche de Dupont-White et de Cauwes, en montrant que l'Etat n'est pas nécessairement un obstacle à la liberté et qu'au contraire, il élargit le champ des initiatives individuelles. Il admire même la facilité qu'apportent à l'application des principes d'Economie nationale, les gouvernements dictatoriaux. « Quand des hommes de ce caractère sont investis d'un pouvoir quelconque, surtout de l'autorité suprême, la conscience qu'ils prennent de leur responsabilité, ne les protège pas nécessairement contre toutes les fautes... elle tend cependant plus ou moins, suivant le cas, à identifier dans leur pensée leur intérêt personnel avec l'intérêt général; elle crée en eux un état d'esprit tel que la sauvegarde de l'intérêt public devient pour eux la plus chère de leurs affaires personnelles. Quand elle (la société) ne les produit plus, elle est mûre pour la déchéance ». (9).

Quoi qu'il en soit, M. André Marchal cite le fait (10), que Brocard dut un moment collaborer avec Cauwes, pour la rédaction d'un traité d'économie nationale. L'intransigeance de ce dernier « qui lui faisait repousser la moindre concession et la moindre atténuation de ses idées » fit échouer le projet. Malgré cet échec, les liens qui unissent les deux doctrines sont très étroits, comme on vient de le voir.

(9) BROCARD, *op. cit.*, tome I, p. 253.

(10) M. André MARCHAL, *Revue d'économie politique* 1937, page 1236, note 5.

§ 3. — YVES LE TROQUER

Enfin, Yves Le Troquer fait partie d'une série d'auteurs qui, comme on l'a déjà noté, diffèrent très nettement par leurs tendances, de la doctrine d'Economie nationale. Ils reconnaissent évidemment la filiation qui les unit à List et à Cauwes, mais le côté politique prédomine dans leurs ouvrages. Alors que, d'une façon générale, les auteurs orthodoxes n'avaient considéré l'action économique que comme un but, ces derniers l'ont plutôt admise comme un moyen au service de la politique.

On ne peut nier cependant que l'auteur de la thèse : « De la politique économique, administrative et financière à suivre en matière de travaux publics », publiée en 1914, ne se soit très nettement inspiré du système d'économie de Cauwes. Il le reconnaît lui-même, en écrivant : « Nous inspirant des ouvrages de Frédéric List et de M. Cauwes, nous allons faire application de ces règles à la matière des Travaux publics » (11). Il est seulement curieux de constater que leurs manières d'envisager l'Economie nationale ne coïncide pas sur tous les points. Le Troquer insiste particulièrement sur le lien qui existe entre l'expansion commerciale et la puissance militaire et coloniale de la nation. Cette théorie devient pour lui une sorte d'impérialisme économique. Il observe d'abord que, dans la période qui a précédé la guerre de 1914, la course aux armements s'est accompagnée d'une recrudescence de l'activité économique générale. Mais, « quelque séduisants que puissent être les horizons de la concorde humaine, ne nous laissons éblouir, écrit-il, par les charmes d'un mirage trop lointain, n'oublions pas que la terre entr'ouvre des abîmes sous les pas de ceux dont les regards sont constamment fixés au

(11) LE TROQUER, *op. cit.*, p. 34.

ciel ». (12). Il est donc ainsi dans la logique des choses, que concurremment au développement économique, les nations poursuivent l'accroissement de leur puissance militaire. Il est nécessaire, comme l'a fait remarquer un auteur cité par Le Troquer (13), d'appuyer la politique commerciale de pénétration pacifique par une force armée prête à la soutenir. Tout ce qui précède confirme l'unité, qu'établit Le Troquer entre impérialisme et économie:

« A quoi nous servirait de marquer glorieusement notre place sur la carte, à moins que notre armée commerciale ne soit capable de garder ce que nos soldats lui auront conquis au prix de leur sang ». (14).

Ainsi donc, non seulement Le Troquer approuve vigoureusement une politique d'expansion militaire et commerciale, mais il considère aussi l'économie nationale comme un outil de combat, nécessaire au pays, pour lui permettre de supporter les lourdes dépenses de la défense nationale. On comprend maintenant la différence qui sépare ces deux auteurs: l'un considère le développement national comme utile au bien-être de la population, et l'autre comme une arme d'attaque (15).

Cette réserve faite, bien des points les rapprochent, entre autres, la méthode nécessaire à la réussite du développement complexe. Le Troquer, comme l'école d'Economie nationale, estime que la prospérité d'un peuple ne dépend pas de la somme des valeurs d'échange et de consommation qu'il possède, mais du degré de développement de ses forces productives. Qu'entend-il par là ? « On doit sans

(12) LE TROQUER, *op. cit.*, p. 8.

(13) M. Maurice SCHWOB, *Avant la bataille*, Paris 1904.

(14) Citation de M. Maurice SCHWOB, extraite de l'ouvrage ci-dessus indiqué, faite par Le Troquer.

(15) « Aujourd'hui comme hier, sous peine de disparaître, les peuples doivent creuser la terre, tailler la pierre, façonner le bois, le fer et le cuivre, pour couler des canons et forger des baïonnettes. » (LE TROQUER, *op. cit.*, p. 7.)

doute englober dans cette expression toutes les forces qui sont susceptibles d'agir efficacement sur la production, qu'il s'agisse non seulement de cette activité corporelle de l'homme, qui produit immédiatement les valeurs matérielles, non seulement des énergies mises par la nature à la disposition des individus, mais aussi des forces intellectuelles et sociales qui, dans l'œuvre de la production, exercent une influence indéniable ». (16). L'Etat a donc le devoir de les développer, même au prix de sacrifices présents. Il a, enfin, le devoir de protéger l'unité nationale contre les tendances, qui tendraient à la dissocier, particularismes régionaux et forces d'attraction vers les pays étrangers (17).

Sur divers points, toutefois, Le Troquer développe la pensée de Cauwes; il insiste et notre auteur ne l'avait pas fait, sur le danger d'une immigration excessive de l'ouvrier étranger: elle permet évidemment de suppléer à l'insuffisance de main-d'œuvre indigène et de pousser activement à la mise en valeur du sol national. Mais elle peut être néfaste lorsqu'elle met en péril l'unité du pays et place les ouvriers nationaux en présence d'une trop forte concurrence. Le Troquer remarque cependant que l'un des plus grands dangers qui menacent l'existence nationale, provient bien plutôt d'une amodiation excessive des moyens de production faite à des étrangers: « A l'heure actuelle, écrit-il, où la lutte économique se poursuit plus âpre que jamais entre les nations, la main-mise des capitalistes sur le sol étranger est une des armes qui permettent aux pays

(16) LE TROQUER, *op. cit.*, p. 41.

(17) LE TROQUER cite ce passage de Cauwes, extrait de son cours à la Faculté de Droit: « Il peut se faire que les pays de la zone frontière voient le trafic se détourner du réseau national pour se porter vers les réseaux voisins... La vigilance de l'Etat doit se porter sur ces points pour maintenir la prépondérance des forces de cohésion sur les forces centrifuges, qui pourraient prendre le dessus... » (LE TROQUER, *op. cit.*, p. 120.)

riches de triompher des nations moins prospères... Ce qui constitue un danger, ce n'est pas, en effet, l'immigration de l'ouvrier ou du capital étranger en elle-même, c'est l'importance anormale qu'elle prend ». (4).

Ce sont ces différents principes directeurs qui doivent, selon Le Troquer, présider à l'établissement d'un programme de travaux publics et d'ailleurs, d'une façon générale, à toute politique économique. Ils suffisent à classer cet auteur dans l'Ecole d'Economie nationale. Il ne faut pas oublier toutefois la divergence qui les sépare, provenant beaucoup plus du but de l'économie, que de la structure qu'ils préconisent.

D'autres auteurs qu'il faut citer, ont encore accentué cette même divergence, comme M. Georges Valois (10) et ont fait application plutôt des principes du nationalisme économique que de l'Economie nationale. Ils ne trouveront donc pas place dans cette étude.

(18) LE TROQUER, *op. cit.*, p. 122 et 133.

(19) M. Georges VALOIS, *L'économie nouvelle. Les systèmes économiques déchu*, Paris 1919.

CONCLUSION

C'est en faisant l'étude des principes d'économie nationale, que l'on aperçoit la solidarité étroite unissant politique et économie. Aussi, développer la doctrine d'une école économique, sans définir ses rapports et ses répercussions politiques, serait méconnaître un des problèmes les plus utiles. Quelle est donc, sur ce point, la position de Cauwes? S'il n'a pas étudié particulièrement les rapports de l'économie nationale avec la politique, cette question ne pouvait lui être indifférente. Opposée tant à l'individualisme exagéré qu'au socialisme, caractérisée à la fois par sa tendance sociale d'une part et nationale de l'autre, sa doctrine comporte avec celle du Parti Social Français des similitudes frappantes.

Au point de vue méthode tout d'abord, leurs deux théories se caractérisent par la tendance essentiellement réaliste de leur programme. La politique du Parti Social Français est essentiellement relative. L'économie nationale, souple, mais basée sur quelques principes généraux solides, admet que les réalisations pratiques dépendent des nécessités futures de la vie nationale. Or, ces nécessités ne sont pas immuables, mais changeantes. Les hommes d'ac-

tion doivent en fait s'appuyer d'abord sur des bases solides, mais s'adapter ensuite aux faits. Le Parti Social Français et la doctrine d'économie nationale n'ont pas d'autre méthode.

Quant à ces principes, points de départ des réalisations futures, ils concordent étroitement. Tous deux possèdent le même double caractère, national et social. Cette thèse a déjà montré combien le sens national a influencé les auteurs d'économie nationale; c'est également l'une des caractéristiques de ce parti. « La mystique Croix de Feu réconcilie ainsi deux sentiments, que l'on a trop longtemps, par une aberration criminelle, opposés l'un à l'autre, l'esprit social et le patriotisme, qui s'éclairent, s'expliquent et se complètent réciproquement. » (20).

Cauwes avait en effet reconnu que chaque nation se distingue par des caractères spéciaux: « L'humanité n'est pas une masse amorphe, mais une juxtaposition de peuples, d'organisations sociales, d'unités économiques collectives, dont chacun doit avoir un régime propre comme elle à sa constitution propre; ce régime évolue comme cette constitution elle-même. » (21). A l'encontre des socialistes, qui veulent appliquer le même régime économique et politique dans tout l'univers, le Parti Social Français réclame pour la France une autonomie politique. « Avec nous, en imposant l'égalité des âmes, en conférant à chacun ses droits, en dictant à chacun ses devoirs, en exigeant pour tous et de tous le respect de la dignité humaine, reconstituez non pas une France dictatoriale et calquée sur les régimes de Moscou, de Rome, de Berlin, non pas une

(20) Brochure de propagande éditée par la Société d'éditions et d'abonnements, 3, avenue Georges V, à Paris (*P. S. F., Une mystique, un programme.*)

(21) CAUWES, dans l'Introduction de l'ouvrage d'Edmond THÉRY, *Les Progrès économiques de la France*, Paris 1909.

France bourgeoise, non pas une France prolétaire, mais une France libre, moderne, vivante, française. » (22). Pour ces deux doctrines, chaque nation doit donc posséder une constitution qui lui soit propre, adaptée à son caractère, ses traditions et ses aspirations. On peut d'ailleurs remarquer que les causes qui donnèrent naissance au Cours d'économie politique et au Parti Social Français, se ressemblent étrangement : tous deux présentent une réaction contre une tendance exagérément cosmopolite.

D'ailleurs, le sens social les rapproche également. L'économie politique, selon Cauwes, doit être non plus la « science des richesses », mais la science de ce qui est utile au bien-être humain. C'est l'homme qui constitue l'unique but de l'économie. Dans tout son Cours, en effet, notre auteur s'intéresse constamment aux « forces productives humaines ». Enfin, tous deux constatent les méfaits et les dangers d'une organisation économique exagérément libérale.

En ces jours, donc, où les problèmes de la répartition des richesses et d'une façon générale les questions économiques passionnent le monde, il était particulièrement intéressant de situer parmi les doctrines politiques et sociales, les principes d'économie nationale et plus particulièrement ceux de Cauwes. Aucune influence directe n'a joué, certes : les circonstances critiques, par contre, ont agi pour ce rapprochement ; mais, plus encore, ces forces mystérieuses qui, depuis le début de notre histoire, ont sauvé la France des désastres qui l'ont menacée, et lui ont assuré dans l'univers le rôle impérissable qu'elle conservera.

(22) Article du Colonel DE LA ROCQUE, extrait du *Petit Journal* du 20 février 1938.

VU :

Le Président de thèse,

A. GUILLOIS.

VU :

Le Doyen de la Faculté de Droit,

Pierre-Louis LUCAS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Dijon, le 20 Mai 1938.

Le Recteur, E. SPENLÉ.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES DE P. CAUWES

- CAUWES Paul. — *Cours d'économie politique*, Paris 1878-9, 2 vol.
— *Cours d'économie politique*, 2^e édition, Paris 1889, 2 vol.
— *Cours d'économie politique*, 3^e édition, Paris 1893, 4 vol.
— *La pétition d'hérédité en Droit romain et en Droit français*, thèse, Paris 1865.

AUTRES OUVRAGES

- BAUDRILLART Henri. — *Manuel d'économie politique*, Paris 1878.
BROCARD Lucien. — *Principes d'économie nationale et internationale*, Paris 1929 et 1931.
CAREY. — *Principes de la science sociale*. Traduction Saint-Germain-le-Duc et Planche, Paris 1861.
CHAPTAL (Baron). — *De l'industrie française*, 1819, 2 vol.
CHEVALIER Michel. — *Cours d'économie politique fait au Collège de France*, Paris 1855.
COURCELLE-SENEUIL. — *Traité d'économie politique*, Paris 1857.
DOLLÉANS Edouard. — *Histoire du mouvement ouvrier*, Paris 1936.
DUPIN. — *Forces commerciales et productives de la France*, Paris 1827, 2 vol.
DUPONT-WHITE. — *L'individu et l'Etat*, Paris 1865.
GIDE et RIST. — *Histoire des doctrines depuis les physiocrates jusqu'à nos jours*, Paris 1926.

- GONNARD. — *Histoire des doctrines économiques*, Paris 1921.
- HAUSER H. — *L'enseignement des sciences sociales en France*, Paris 1903.
- LE TROQUER Yves. — *De la politique économique, administrative et financière à suivre en matière de travaux publics*, thèse, Paris 1914.
- LIST Frédéric. — *Système national d'économie politique*. Traduction Richelot, Paris 1851.
- MARCHAL André. — *La conception de l'économie nationale et des rapports internationaux chez les mercantilistes français et chez leurs contemporains*, thèse, Nancy 1931.
- MARCHAL Jean. — *Union douanière et organisation européenne*, thèse, Nancy 1929.
- PATTEN Simon. — *Les fondements économiques de la protection*. Avec une préface de Paul Cauwes, Paris 1899.
- PIROU Gaétan. — *Les doctrines économiques depuis 1870*, Paris 1930.
- SAY Jean-Baptiste. — *Traité d'économie politique, ou Simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se consomment les richesses*, Paris 1814, 2 vol.
- THÉRY Edmond. — *Les progrès économiques de la France. Bilan du régime douanier de 1892* Précédé d'une préface de Paul Cauwes, Paris 1909.

ARTICLES

- MARCHAL André. — *Revue d'économie politique*, 1937.
- CAUWES Paul. — *Revue d'économie politique*, 1898.
- BAUDRILLART. — *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} mai 1885.
- COURCELLE-SENEUIL. — *Journal des économistes*, mai 1878.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
I. INTRODUCTION	7
II. PRÉLIMINAIRES.	
PREMIÈRE PARTIE. — Influences	11
CHAPITRE I ^{er} . — Influences personnelles.....	13
CHAPITRE II. — Influences du milieu	19
CHAPITRE III. — Influences doctrinales	25
DEUXIÈME PARTIE. — Ouvrages et méthode	33
CHAPITRE I ^{er} . — L'œuvre	35
CHAPITRE II. — La méthode	39
III. DOCTRINE.	
PREMIÈRE PARTIE. — L'économie nationale	47
I. — <i>Son existence</i>	49
CHAPITRE I ^{er} . — L'idée de nation.....	49
CHAPITRE II. — Structure de la nation	53
CHAPITRE III. — La valeur normale	59
§ 1. — Défense nationale.....	61
§ 2. — Intérêt économique	62
§ 3. — Intérêt social.....	66

	Pages
II. — <i>Politique nationale</i>	70
§ 1. — <i>Activité interne de la nation</i>	77
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Domaine d'intervention</i>	77
CHAPITRE II. — <i>Réalisations pratiques</i>	83
§ 2. — <i>Activité externe de la nation</i>	87
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Critique du libre-échange</i> ...	89
CHAPITRE II. — <i>Critique de la protection</i>	93
CHAPITRE III. — <i>Système positif</i>	97
DEUXIÈME PARTIE. — <i>L'économie internationale</i>	105
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Existence d'une économie internationale</i>	107
CHAPITRE II. — <i>Politique internationale</i>	111
TROISIÈME PARTIE. — <i>Influences et rapports de doctrines</i>	115
I. — <i>Influence pratique</i>	117
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Cauwes et la propagande</i>	117
CHAPITRE II. — <i>Réforme de 1892</i>	121
II. — <i>Influence doctrinale</i>	127
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Les critiques</i>	127
CHAPITRE II. — <i>Influence doctrinale</i>	131
§ 1. — <i>Edmond Théry</i>	132
§ 2. — <i>Lucien Brocard</i>	134
§ 3. — <i>Yves Le Troquer</i>	137
IV. CONCLUSION	141
BIBLIOGRAPHIE	145

